

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre • www.udc.ch • édition septembre 2020



La parole au président

3

Le Tessin subit déjà les excès qui menacent toute la Suisse



Stopper la perte de terres cultivables

9

Chaque seconde, 1,1 m² de terre cultivable est bétonné en Suisse



Enquête indépendante

16

Les bilatérales I appauvrissent les Suisses



Trop c'est trop!

OUP+

à l'initiative de limitation

UDC CCP: 31-572732-0 initiative-de-limitation.ch

Nous ne voulons pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants!

La Suisse est un petit pays qui ne peut pas accueillir un nombre illimité de personnes. On commence à y manquer sérieusement de place. La libre circulation des personnes ouvre cependant toutes grandes les portes à plus de 450 millions de ressortissants de l'UE. Durant les 13 années écoulées, un million d'étrangers sont venus s'installer en Suisse. Notre pays subit chaque année en moyenne un afflux de plus de 50'000 immigrants, uniquement en provenance de l'UE. Ce chiffre déjà énorme augmentera forcément à la suite de la crise actuelle qui fait exploser le chômage dans les pays voisins de la Suisse.

Imaginez que la porte de votre maison est ouverte nuit et jour et que n'importe qui peut y entrer et se servir dans votre frigo. Personne n'accepterait cela et, pourtant, c'est exactement ce qui se passe en Suisse depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes en 2007. Depuis cette année-là, 450 millions de citoyens et citoyennes de l'UE ont le droit d'immigrer en Suisse. En clair, ce sont eux et non pas les Suissesses et les Suisses qui décident s'ils peuvent venir dans notre pays. Et dans quelle maison, ou plutôt, dans quel pays les immigrants se pressent en premier? Forcément là où le frigo est le mieux rempli – concrètement, dans

le pays offrant les salaires les plus élevés et les meilleures prestations sociales. La Suisse, bien entendu.

Chaque Suissesse et chaque Suisse se rend compte tous les jours des conséquences négatives de cette immigration démesurée: au travail, dans les bouchons sur les routes, en attendant des trains bondés et arrivant en retard. Nos beaux paysages sont bétonnés. Nos enfants aussi souffrent de cette immigration excessive. Dans de nombreuses classes, plus de la moitié des élèves sont de nationalité étrangère. Diverses études ont montré que les résultats scolaires baissent déjà à partir d'une proportion de 20% d'enfants de

langue étrangère. Les dernières études PISA confirment ce constat: les enfants indigènes savent de moins en moins bien calculer et lire – et cela bien que les dépenses de formation augmentent massivement.

La crise aggrave la situation

Les salariés suisses âgés sont particulièrement frappés par cette situation, car ils sont évincés de leurs places de travail par une main-d'œuvre bon marché importée de l'UE. On sait depuis longtemps que l'allégation, selon laquelle la libre circulation des personnes fait venir les spécialistes dont l'économie suisse a besoin, est une pure légende. La moitié des immigrants ne travaille pas et seule une personne sur cinq de l'autre moitié travaille dans

un secteur où il y a un manque de professionnels qualifiés.

Cette situation se durcira avec la crise économique actuelle. Le moment est venu de protéger les salariés suisses. Dans les pays voisins de la Suisse, mais aussi dans d'autres Etats de l'UE, le chômage augmente parfois massivement. Conséquence: encore plus de personnes afflueront en Suisse pour y trouver un emploi ou pour s'installer dans notre généreux système social. Personne ne peut les arrêter, car ils bénéficient de la libre circulation des personnes.

Cette démesure nuit gravement à notre pays alors qu'une immigration modérée de travailleurs étrangers lui serait utile. Pour redevenir maîtres en notre demeure, nous devons approuver l'initiative de limitation le 27 septembre prochain.

**Chères Suissesses
Chers Suisses**



Céline Amaudruz, conseillère nationale, vice-présidente UDC Suisse, Genève (GE)

La Suisse a besoin de vous!

La crise provoquée par la pandémie Covid-19 a clairement révélé que l'UE ne fonctionne que quand tout va bien, car les bureaucrates de Bruxelles sont incapables de veiller à la cohésion de leur organisation. Face à une crise, les accords conclus avec l'UE ne valent pas le papier sur lequel ils sont écrits, car chaque pays s'occupe d'abord de ses intérêts. Du matériel de protection et d'autres produits indispensables pour combattre la pandémie ont été retenus par certains pays.

Suite à la page 2

Commentaire :

Suite de la page 1

C'est grâce à l'engagement des conseillers fédéraux, notamment UDC, qu'ils sont tout de même arrivés en Suisse, quoiqu'avec du retard.

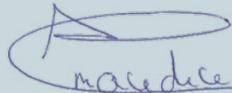
Protéger les emplois des Suisses

Actuellement la Suisse compte déjà plus de 150'000 chômeurs et plus d'un million de personnes sont au chômage partiel. Les experts prévoient pour cet automne une grande vague de licenciements.

Le plus urgent est donc de protéger les emplois des Suissesses et des Suisses. Il faut que cesse la mise à l'écart des salariés suisses au profit d'une main-d'œuvre bon marché importée de l'UE. Il faut que cesse le pillage des institutions sociales suisses par de faux professionnels qualifiés en provenance de l'UE. Il faut que cesse le dumping salarial par les travailleurs bon marché affluant depuis l'UE. Nous devons à nouveau pouvoir décider nous-mêmes qui a le droit de venir en Suisse et qui ne l'a pas. Nous n'acceptons plus que les bureaucrates de l'UE nous commandent ce que nous devons faire dans notre pays.

Les Suissesses et les Suisses sont un peuple fier et épris de liberté. Nous refusons de nous laisser mettre sous pression. La Suisse doit cesser de céder aux chantages honteux de Bruxelles. Les Suissesses et les Suisses doivent décider eux-mêmes de ce qui est bon pour leur pays et de ce qui ne l'est pas. Notre petit pays ne supporte tout simplement pas une immigration démesurée de plus d'un million de personnes en l'espace de 13 ans. Je ne veux pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants, un pays où l'on vit coincés les uns contre les autres. Trop c'est trop.

Aidez-nous à défendre notre pays. Le modèle à succès suisse ne fonctionne pas tout seul. Il y a un peu plus de cent ans, la Suisse était un des pays les plus pauvres d'Europe. C'est uniquement grâce à son ardeur au travail, à son sens de la responsabilité individuelle et à son régime libéral que le peuple suisse a réussi à se hisser à son niveau actuel. Dites OUI à la Suisse, donc OUI à l'initiative de limitation.



Impressum: ÉDITION SPÉCIAL

ÉDITION SPÉCIALE est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 831'609 | Edition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général | case postale | 3001 Bern | info@udc.ch | www.udc.ch | Conception et graphiques: GOAL SA Publicité et relations publiques | Crédit photo: iStockphoto, dpa, admin.ch, parlament.ch, UDC Suisse, pixabay | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zurich SA.

Attention: ce journal n'est ni une publicité, ni une réclame, mais une information politique. Il peut donc aussi être distribué dans les boîtes aux lettres portant un autocollant «stop publicité». Nous vous remercions de votre compréhension.

imprimé en
suisse

Sauvegarder l'équilibre

L'économie de chaque pays se compose principalement de trois facteurs de production: le sol, le capital et le travail. Dans les économies modernes et fortement développées, un quatrième facteur vient s'y ajouter: le savoir-faire. Certains économistes citent encore l'énergie. Tous ces facteurs sont nécessaires pour qu'une économie puisse produire des biens et des services.



Ueli Maurer, conseiller fédéral, chef du Département fédéral des finances (DFP), Hinwil (ZH)

La libre interaction de ces facteurs économiques s'appelle économie de marché. C'est à elle que la Suisse doit son exceptionnelle prospérité. Depuis que je suis actif en politique, je m'engage pour que l'Etat intervienne le moins possible dans le marché.

Cela ne signifie cependant pas que l'Etat ne doit jamais intervenir. En pareil cas, il serait inutile. Même un Etat libéral doit réagir lorsque le dé-

veloppement prend un mauvais cap. Car s'il reste inactif face à des excès et des dysfonctionnements manifestes, il abandonnerait ses citoyennes et citoyens à leur sort.

Tel est par exemple le cas lorsque l'équilibre entre les différents facteurs de production est rompu. Pensons par exemple au sol, une denrée rare dans notre petit pays et qui, depuis longtemps, a besoin d'une protection particulière. Nous avons mis en place des règlements de zones afin que nos beaux paysages ne soient pas sauvagement bétonnés. Nous avons édicté un bail à ferme agricole pour protéger l'agriculture. Et nous avons limité l'acquisition d'immeubles par des étrangers. Toutes ces mesures vont de soi pour nous. Nous les considérons comme absolument nécessaires et elles sont largement admises au-delà des limites partisans. Songeons à un autre facteur de production, le capital:

notre Constitution engage la Confédération à mener une politique conjoncturelle et la Banque nationale suisse mène une politique monétaire. L'une des principales tâches de la BNS consiste actuellement à freiner l'afflux massif de capitaux en provenance de l'étranger. Il ne viendrait à l'idée de personne de supprimer la Banque nationale et d'abandonner notre souveraineté à ce niveau.

La situation est la même pour l'énergie. Dans ce domaine également, la Constitution fixe quelques conditions pour contrôler le développement. La Confédération impose même des limites et veille à une évolution coordonnée concernant le savoir-faire: elle définit le droit des brevets et des marques ainsi que le droit d'auteur.

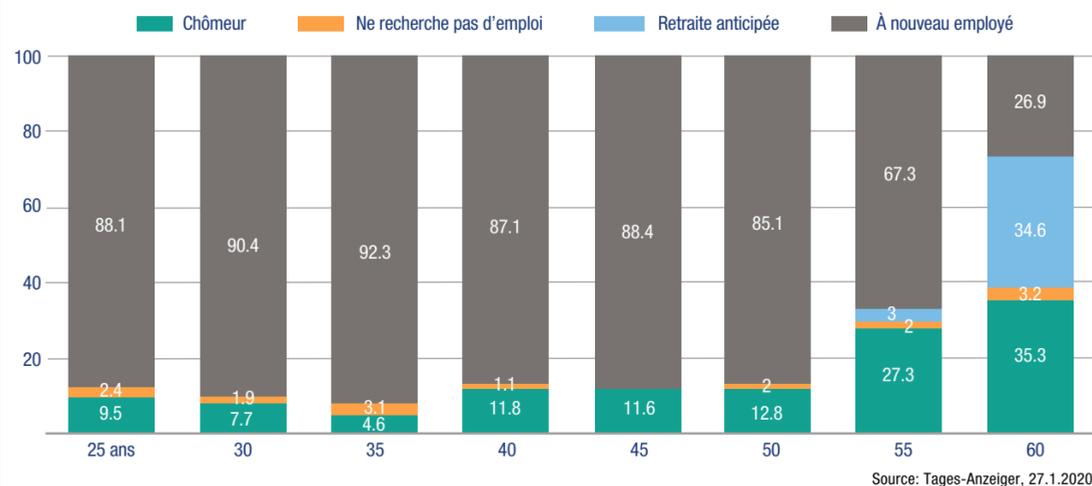
Mais qu'en est-il du facteur de production qu'est le travail? La Suisse a

subi ces dernières années une immigration excessivement élevée et incontrôlée. Ce phénomène a détruit un équilibre qui s'est établi au fil des ans. Les salaires n'ont que faiblement évolué, voire ont stagné. Parallèlement, les prix immobiliers et les loyers ont augmenté. Déjà difficilement supportable pour beaucoup d'entre nous dans une bonne conjoncture, ce développement comporte un risque d'explosion sociale en des périodes de crise.

A mon avis, une politique responsable ne doit pas permettre l'escalade de ces risques. L'équilibre des différents facteurs de production est essentiel pour notre pays. S'il est perturbé, la politique doit intervenir à temps et avec mesure. Voilà la seule manière de sauvegarder durablement la paix sociale, la stabilité, la prospérité et la qualité de la vie dans notre pays.

L'immigration incontrôlée touche particulièrement les travailleurs âgés – un tiers d'entre eux ne trouve pas d'emploi

Situation deux ans après le licenciement, selon âge, en %



Les travailleurs âgés suisses sont systématiquement remplacés de jeunes travailleurs bon marchés issus de l'étranger. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, la part des 46-55 ans et celle des 56-64 ans qui perçoivent des aides sociales a augmenté, respectivement, 20% et 40% (source: OFS)



Albert Rösti, conseiller national et président de commune, Uetendorf (BE)

« L'UDC est le seul parti qui ne souhaite pas transformer les travailleurs âgés en rentiers, mais qui veut protéger leur place de travail contre la concurrence étrangère bon marché. »

A propos:



Kevin Grangier, membre du comité de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre ASIN, Noville (VD)

«C'est maintenant qu'il faut protéger nos places de travail et nos salaires en mettant en œuvre la préférence nationale à l'embauche. Les Suissesses et les Suisses d'abord! La préférence nationale est la règle qui vaut dans la quasi-totalité des Etats, pourquoi en serions-nous privés? Au lieu de réclamer de la main-d'oeuvre étrangère, les managers des multinationales devraient permettre aux gens d'ici de se former et de se développer ou de se reconvertir. C'est une question de responsabilité et de solidarité. Un OUI à cette initiative rééquilibre le pouvoir politique, qui est de plus en plus dans les seules mains de ces gens, au lieu d'être dans celles des Suissesses et des Suisses. Ces multinationales se moquent de notre mode et de notre qualité de vie.»

La crise révèle certaines vérités

La crise du coronavirus a révélé combien notre société est vulnérable et dépendante. Elle nous a fait comprendre l'inefficacité des règles conçues pour les périodes où tout va bien. La conclusion est évidente: l'indépendance et l'autonomie de décision, chères à l'UDC, sont d'une importance existentielle en des temps difficiles.

Ce petit virus très contagieux est venu tout à coup bousculer nos habitudes quotidiennes. Nécessité oblige, confinement pour la population, frontières fermées, fin du tourisme d'achats en France voisine, vols annulés, quais de gare désertés, restaurants fermés, chômage partiel et j'en passe. Inversement, l'activité de nos hôpitaux a pris de l'ampleur, avec un personnel surchargé, qui est à féliciter et que l'on remercie, comme d'ailleurs tous les secteurs des services et de la distribution.

L'activité politique législative est ralentie, le Conseil fédéral a dû étendre ses pouvoirs et une partie de l'armée est mobilisée. Du jamais vu depuis

1939! A la suite à tout cela, et à la discipline de la population quant aux directives du Conseil fédéral, l'avance de cette pandémie a pu être ralentie et, actuellement, la reprise se fait étape par étape. Notre économie a été fortement perturbée et ne va pas s'en remettre de sitôt, mais un premier pas est déjà fait.

Ce virus a brutalement mis un frein au fonctionnement de notre société, certains avaient oublié que se nourrir était autant nécessaire qu'indispensable. Cette pandémie nous l'a rappelé brusquement lorsque les médias nous montraient les ruées sur les étalages de produits vivriers. Certains égoïstes ont failli créer des pénuries alimentaires en

achetant des quantités excessives de denrées. Les marchés à la ferme sont pris d'assaut.

Nous avons compris que non seulement les marchandises, mais aussi les virus circulaient en quelques jours autour du globe. La libre circulation des marchandises est certes bénéfique à maints égards, mais elle peut devenir très vite un fléau. Notre système de consommation est remis profondément en question et révèle ô combien l'approvisionnement en nourriture de proximité a gardé toute son importance. La globalisation alimentaire, chère aux accords de libre-échanges, nous interroge plus que jamais sur sa vraie nécessité et sa pérennité quand les crises surviennent.

Nous devons aussi en être conscients, par exemple, dans nos relations avec l'UE, car en quelques semaines seulement, le monde et, en particulier, l'Occident ont compris douloureusement



Jean-Pierre Grin, agriculteur, conseiller national, Pomy (VD)

à quelle vitesse les choses pouvaient changer. Je suis convaincu que notre défense nationale et l'approvisionnement de la Suisse par sa propre agriculture retrouveront après cette crise, l'estime de larges couches de la population. A cet égard, il convient de mieux maîtriser l'immigration afin de préserver des sols cultivables, aptes à garantir des denrées alimentaires produites localement afin de durablement pouvoir nourrir notre population. Dans ce sens, il est important de soutenir

l'initiative de limitation le 27 septembre prochain.

De plus, nous devons demeurer critiques face à la délocalisation industrielle à l'autre bout du monde. Je suis persuadé que nous pouvons nous estimer heureux d'avoir les moyens de décider de ces questions en toute indépendance grâce à notre démocratie directe. Je suis fier d'appartenir à un parti qui a toujours défendu ces principes, même lorsque ceux-ci étaient perçus comme ringards lorsque tout allait bien.

Le Tessin subit déjà les excès qui menacent toute la Suisse

La parole au président

Aujourd'hui, les régions frontalières souffrent des conséquences négatives de la libre circulation des personnes. Si nous ne limitons pas l'immigration excessive, la situation de toute la Suisse sera bientôt comme celle du Tessin.



Marco Chiesa, conseiller aux Etats, président UDC Suisse, Ruvigliana (TI)

Laissons de côté un instant les statistiques et les promesses non tenues par le Conseil fédéral, qui prévoyait – pour rappel – une immigration nette de 10'000 personnes au maximum par an, alors qu'en 13 ans seulement, nous avons connu une immigration totale nette d'environ un million de personnes!

Parlons des milliers de familles domiciliées dans les cantons frontaliers et de leurs enfants. Ces familles sont à la recherche d'une activité professionnelle pour construire leur histoire personnelle. Pour elles, les portes d'un emploi demeurent fermées, et ceci à cause de la politique pro-européenne

du Parlement, qui sacrifie les Suisses et les Suisses en privilégiant la concurrence des travailleurs de toute l'Europe, au moyen du statut de travailleurs frontaliers.

Plus de travailleurs étrangers que de travailleurs tessinois au Tessin

La libre circulation des personnes a entraîné une énorme pression sur la substitution de la main-d'œuvre et le dumping salarial. Dans mon canton, les travailleurs étrangers ont dépassé le nombre de travailleurs résidents et le Conseil d'Etat a dû décréter 20 contrats-typés pour tenter de stabiliser la baisse des salaires. Cette croissance malsaine est catastrophique : plus de précarité, plus de pollution, plus de concurrence déloyale, plus de bouchons sur les routes et moins de bien-être pour toutes et tous, en premier lieu pour la classe moyenne qu'il faut protéger et non mettre à genoux.

Le Tessin, comme Genève, sont des laboratoires qui doivent aussi faire réfléchir nos compatriotes de la Suisse allemande. Nos régions sont des sentinelles qui anticipent ce qui se pas-

sera également dans le reste du pays, où, naïvement, la garde a été trop abaissée et où l'on n'accorde pas assez d'attention aux appels de la population vivant à la frontière. Face à l'urgence sanitaire et au ralentissement économique, le chômage touchera durement l'ensemble de l'Europe et la Suisse représentera de plus en plus un débouché attractif pour les ressortissants de l'UE.

Les autres partis nous soumettent à l'UE

Nous avons le devoir d'agir dans l'intérêt de nos citoyennes et citoyens, dont beaucoup sont au travail partiel à cause de la Covid-19. Nous ne devons pas être effrayés par les grands conglomérats, ni par les élites internationalistes et certainement pas par les partis qui les servent et qui nous poussent à nous soumettre à l'UE.

On cache ces vérités comme on cache de la poussière sous le tapis. Et ceux qui veulent faire le ménage se voient rétorquer que la Berne fédérale est sensible au problème et que la situation est sous contrôle. Mais nous, les Tessinoises et Tessinois, ne demandons pas de la compréhension, nous demandons des solutions, et celles qui ont été appliquées jusqu'à présent ont échoué ! Il est illusoire de parler de mesures d'accompagnement, car on n'arrête pas une hémorragie avec un sparadrap.

Je voterai OUI à l'initiative de limitation et OUI au retour d'une gestion intelligente de notre immigration. Je veux les clés de ma maison, les clés de notre Suisse. Aujourd'hui, sans règles et sans aucune protection efficace, j'ai l'impression d'être devenu un invité dans ma propre maison.



Guy Parmelin, conseiller fédéral, chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR), Bursins (VD)

« C'est dans les moments difficiles que se révèle la valeur de notre agriculture productrice. Donnons aux familles d'agriculteurs suisses la marge de manœuvre dont elles ont besoin, afin qu'elles puissent accomplir leur tâche primordiale.

Il est également essentiel de renforcer la recherche agricole afin d'être prêts à relever les défis de l'avenir. »



Les Tessinoises et Tessinois subissent les conséquences néfastes de frontières non contrôlées: le dumping salarial, la concurrence déloyale, les bouchons et la criminalité en hausse sont le lot quotidien au Tessin.



Regardez maintenant la vidéo pour l'initiative de limitation sur : www.deborde.ch



Un million de migrants supplémentaires en 13 ans

Voilà comment l'immigration massive bétonne la Suisse

Depuis l'introduction complète de la libre circulation des personnes, il y a 13 ans, un million de migrants sont venus s'installer dans notre petite Suisse. Nous en ressentons les conséquences au quotidien : des trains et trams bondés, des routes engorgées, des espaces verts bétonnés, une plus grande consommation d'eau et d'électricité et...

« Nous subissons les conséquences de l'immigration démesurée de ces dernières années au quotidien : là où se trouvait il y a peu un champ verdoyant, se dressent aujourd'hui des habitations. Nous nous trouvons tous les jours dans les bouchons ou dans des trains bondés. Ça suffit ! Nous ne voulons pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants ! »



Esther Friedli, conseillère nationale, restauratrice, Ebnat-Kappel (SG)

1 million de migrants ont besoin de...

En plus
4'453
lits d'hôpital



En plus
2'730
médecins



En plus
1'518
collèges



En plus
454'000
logements



En plus
1'453
locomotives
et wagons



En plus
19'000
employés
hospitaliers



En plus
451 millions de m²
terres agricoles
perdus



En plus
6'950
enseignants



En plus
Espaces verts
bétonnés
de la taille de
57'000
terrains de football



En plus
541'000
voitures
personnelles



En plus
500
grandes
éoliennes



Le sens de la mesure et de la modération est une ancienne vertu qui prend tout son sens actuellement. Cela vaut pour l'Etat, la société, l'économie et chaque individu. Depuis 2007, la Suisse ne peut plus décider qui peut venir s'y installer et pour combien de temps. La conséquence, c'est une immigration de masse dont nous subissons toujours plus les effets. Cette démesure menace la Suisse, nos infrastructures et notre qualité de vie.

Bilan: aujourd'hui, nous avons une dernière chance de pouvoir contrôler et choisir nous-mêmes l'immigration dans notre pays!

Qui sont en réalité ces immigrants ?

Plus d'un million de personnes ont immigré en Suisse depuis l'introduction de la libre circulation des personnes. Pourtant, les milieux politiques et économiques ne cessent de se lamenter sur la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. L'ouverture des frontières n'est manifestement pas la bonne solution à ce problème. Nous voulons une immigration modérée dans l'intérêt de la Suisse.



Michaël Buffat, conseiller national, directeur d'agence bancaire, Vuarrens (VD)

Il suffit d'ouvrir les yeux pour s'en rendre compte: la Suisse a énormément changé ces dernières années. Que ce soit dans les gares ou dans les villes, dans les lieux de divertissement ou à la sortie des écoles. Le visage de la Suisse n'est plus le même. Ce changement n'est pas toujours positif. Les conséquences nuisibles de l'immigration incontrôlée sont de plus en plus perceptibles.

Les partisans de la libre circulation des personnes répètent inlassablement que

la Suisse dépend de l'immigration pour couvrir ses besoins en main-d'œuvre qualifiée. Il va de soi que notre pays peut avoir besoin de professionnels de haut niveau qu'on ne trouve pas en Suisse, mais la question est de savoir qui vient en réalité en Suisse. Des experts de réputation internationale comme l'économiste libéral et Prix Nobel Milton Friedmann nous rappellent que l'on peut certes libéraliser le commerce et les monnaies, mais non pas la migration, à moins de supprimer la sécurité sociale, ce qui n'est pas réaliste. Par voie de conséquence, il faut se demander si les immigrants sont en majorité des personnes bénéficiant d'une bonne formation professionnelle ou non. Combien d'entre eux viennent en Suisse pour travailler, combien pour d'autres raisons ? Dans quelles branches l'immigration provoque un phénomène d'éviction alors que des milliers de personnes y sont déjà au chômage ?

Voyons en détail les chiffres de l'an passé. 140'544 personnes en chiffre brut ont immigré en Suisse en 2019. Sur ces quelque 140'000 personnes, la moitié environ a entamé une activité lucrative. Les autres sont venus sans contrat de travail ou par la voie de l'asile. Le regroupement familial représente la partie la plus importante avec 40'197 personnes. En clair, cela signifie que des étrangers établis en Suisse ont fait venir leurs enfants, parents ou grands-parents. Cette forme d'immigration entraîne en règle générale des coûts sociaux élevés ainsi que des mesures d'intégration excessivement chères.

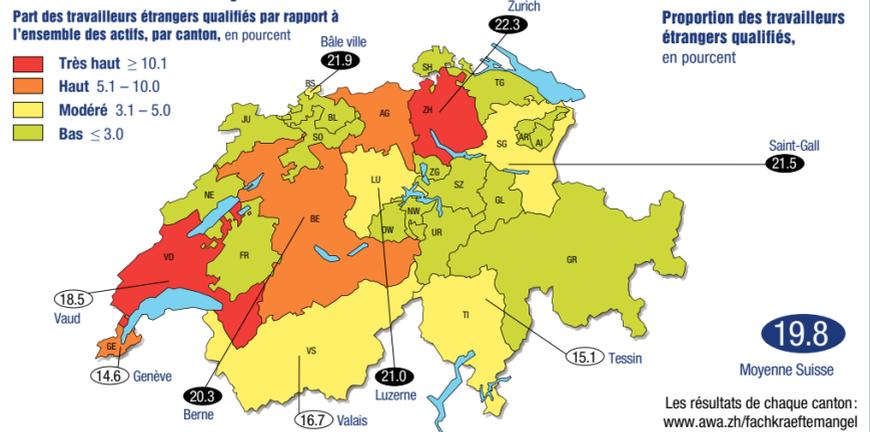
Immigration insensée dans des branches touchées par le chômage

Bien que l'on évoque constamment la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, il faut bien constater que la moitié des immigrants ne viennent pas pour travailler. Ces

Seul un immigrant sur cinq travaille dans un domaine où l'on manque de main-d'œuvre qualifiée

Part des travailleurs étrangers qualifiés par rapport à l'ensemble des actifs, par canton, en pourcent

Très haut $\geq 10,1$
Haut 5,1 – 10,0
Modéré 3,1 – 5,0
Bas $\leq 3,0$



gens ne paient ni impôts, ni cotisations aux assurances sociales. Parallèlement on assiste à un phénomène d'éviction des travailleurs dans certaines branches. Un exemple: fin décembre 2019, le secteur gastronomique annonçait 9'478 chômeurs alors que 6'542 personnes provenant des Etats UE/AELE ont immigré en Suisse pour travailler dans ce secteur. Cela signifie que des milliers d'employés sont venus en Suisse alors que d'autres milliers de ce même secteur touchent déjà des indemnités de chômage.

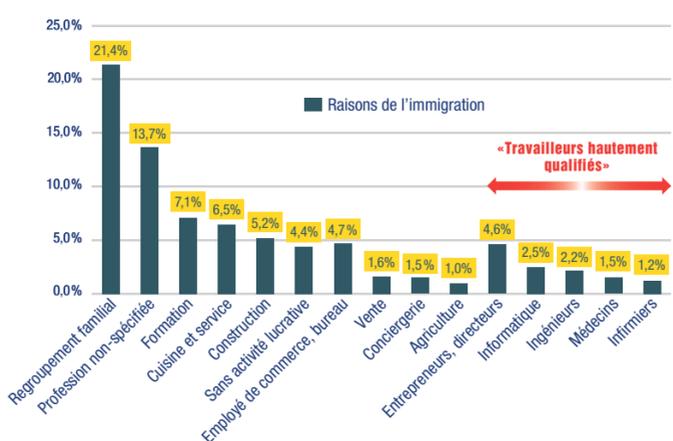
La libre circulation des personnes

L'initiative de limitation met fin à ce non-sens économique et so-

cial. Nous voulons une immigration modérée et adaptée aux besoins réels de la Suisse. Plusieurs branches ont besoin de personnel hautement qualifié, mais la libre circulation des personnes n'est de toute évidence pas le bon moyen pour répondre à cette demande. Les chiffres sont parfaitement clairs à ce propos. Seul un immigrant sur huit est ingénieur, médecin, informaticien, infirmier ou un cadre dirigeant.

Rappelons-le: la libre circulation des personnes n'est pas une solution au problème de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Ses partisans taisent aussi soigneusement que cet accord conclu avec l'UE contient une clause qui permet de renégocier les conditions. Il faut désormais passer de la parole aux actes!

La majorité ne vient pas pour travailler! Motifs de l'immigration, citoyens UE 2019



Qui laisse la porte de son logement grande ouverte pour que chacun puisse y entrer ?

Savez-vous dans quel pays les personnes qui immigrer se rendent naturellement ? Dans celui qui offre les meilleurs salaires et les meilleures prestations sociales.

«Les contingents ont bien fonctionné jusqu'en 2007»

Le conseiller national et chef d'entreprise Thomas Matter tord le cou à la légende selon laquelle les entreprises suisses ne pourraient plus accéder au marché de l'UE et recruter du personnel à l'étranger en cas de succès de l'initiative de limitation. C'est le contraire qui est vrai.



Thomas Matter, conseiller national, entrepreneur, président de Matter Group AG, Meilen (ZH)

L'économie suisse pourra-t-elle continuer de recruter à l'étranger les professionnels dont elle a besoin en cas d'acceptation de l'initiative de limitation ?

Bien sûr. L'économie suisse a toujours admis des plafonds et de contingents d'immigration. Dans les années 1970, le peuple suisse a failli accepter l'initiative Schwarzenbach, qui était trop dure, en raison d'une immigration de masse, notamment en provenance de l'Europe du Sud. L'économie suisse a parfaitement fonctionné jusqu'en 2007 avec ces plafonds et contingents. Ce système s'applique d'ailleurs toujours aux Etats tiers. Les entreprises suisses pourront continuer de recruter la main-d'œuvre étrangère dont elles ont réellement besoin. Cependant, notamment à cause de la crise économique actuelle, les entreprises doivent en premier lieu engager des chômeurs suisses et non pas faire venir encore plus de ressortissants de l'UE.

Le recrutement de main-d'œuvre étrangère sera-t-il plus compliqué et plus bureaucratique en cas d'acceptation de l'initiative de limitation ?

C'est un mauvais prétexte des managers des multinationales qui veulent continuer à faire pression sur les salaires. La Suisse a une expérience de plusieurs décennies dans la gestion non bureaucratique de l'immigration moyennant des plafonds et des contingents. Et surtout : les coûts de ce système sont infiniment plus faibles que les coûts engendrés par l'explosion des charges sociales, par la surcharge des infrastructures, les bouchons sur les routes et les hausses des loyers, qui sont autant de conséquences néfastes d'une immigration démesurée.

Les entreprises suisses perdront-elles le droit d'accéder au marché UE en cas de oui à l'initiative ?

Voilà une fake news fréquemment entendue, mais totalement absurde. L'accord de libre-échange de 1972 garantit aux entreprises suisses l'accès au marché UE et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) protège la Suisse contre d'éventuelles mesures discriminatoires de l'UE. Pour accéder librement à un marché étranger, il n'est nécessaire ni de reprendre du droit étranger, ni d'accorder la libre circulation des personnes, comme en témoigne l'accord de libre-échange conclu avec la Chine.

Prenez le temps de calculer !



Reiner Eichenberger*, professeur de finances et d'économie à l'Université de Fribourg

Le gouvernement, les associations économiques et plusieurs médias ont déjà lancé la campagne contre l'initiative de limitation. «La libre circulation des personnes apporte de la croissance, mais ne pose guère de problèmes», assurent-ils tous azimuts, une déclaration aussi stéréotypée que fautive. En fait, cet engagement quasi religieux repose sur un système : il vise à détourner l'attention des vrais problèmes.

Apparemment, ils jubilent en lisant le «16^e rapport de l'observatoire de l'accord de la libre circulation des personnes Suisse-UE». A les croire, ce rapport du secrétariat d'Etat à l'économie indique une fois de plus que la libre circulation des personnes apporte de la croissance, mais ne pose guère de problèmes.

Ces milieux se contentent de fixer leur regard sur le marché du travail. Or,

d'un point de vue économique, on ne risque de toute manière pas de rencontrer des problèmes à ce niveau, tant qu'il est suffisamment souple. En effet, aussitôt que l'immigration génère une pression sur les salaires, les coûts salariaux baissent, si bien qu'il devient intéressant pour les investisseurs d'investir dans de nouveaux emplois. Les salaires restent constants, respectivement augmentent selon un taux normalisé en fonction d'une progression globale. Ensuite – et c'est là le cœur du problème – on ne cesse de mélanger croissance générale et croissance par habitant. Une croissance démographique due à l'immigration apporte forcément une croissance de l'économie en général. En revanche, l'immigration est nocive si on considère la croissance par habitant. La raréfaction et le renchérissement du sol, la surcharge des infrastructures, les atteintes aux ressources naturelles et la baisse du taux d'autosuffisance nuisent à la majorité de la population. De nombreux effets nuisibles n'apparaissent cependant pas si on se content de regarder le produit intérieur brut.

La politique climatique est un exemple illustrant ce propos. La Suisse pourrait répondre sans problème aux objectifs de réduction du CO₂ si sa population ne croissait pas aussi fortement ou, inversement, la réalisation de ces objec-

tifs devient extrêmement chère parce que le Conseil fédéral fixe les objectifs de réduction des émissions en quantités globales au lieu de les calculer par habitant.

Contrairement aux allégations des médias, la pression de l'immigration ne baisse pas, au contraire. Selon les chiffres de l'Office fédéral de la migration, l'immigration nette entre janvier et mars 2020, donc pendant les mois avant le confinement, a littéralement explosé par rapport à la même période de l'année dernière: +34,7%! L'immigration était donc une fois de plus nettement plus forte qu'entre 2016 et 2018. Selon les derniers chiffres publiés, elle a même progressé durant la période de janvier à mai, et ceci malgré le confinement: +16,6% uniquement en provenance de l'UE! Ces chiffres ne paraissent pas dans les médias. Mais pourquoi le gouvernement, les associations économiques et de nombreux médias se battent-ils avec autant d'acharnement pour une chose qui nuit à la population? Les accords bilatéraux ne peuvent pas être une explication rationnelle, car leur utilité est massivement exagérée.

* Cette chronique de Reiner Eichenberger, professeur de finances et d'économie à l'Université de Fribourg, a paru le 2 juillet 2020 dans l'hebdomadaire «Handelszeitung».

«Si nous voulons conserver nos salaires et notre qualité de vie, nous devons décider nous-mêmes combien d'immigrants nous acceptons!»

Chef d'entreprise aux activités internationales, Magdalena Martullo sait que l'économie de nombreux pays membres de l'UE est au bord de l'abîme. L'explosion du chômage dans l'UE poussera encore plus de personnes à venir en Suisse. C'est possible grâce à la libre circulation des personnes bien qu'en Suisse aussi la population souffre de la crise économique. Il est donc plus urgent que jamais que la Suisse reprenne le contrôle de l'immigration pour éviter d'être submergée par une vague de main-d'œuvre bon marché en provenance de l'UE, constate la conseillère nationale.



Magdalena Martullo-Blocher, conseillère nationale et entrepreneure, Lenzerheide (GR). Elle dirige la société EMS Chemis à Domat-Ems qui est internationalement active et fortement orientée vers l'industrie d'exportation.

Madame Martullo, vous dirigez une entreprise internationale qui a son siège en Suisse et qui exporte ses produits dans le monde entier. La pandémie Covid-19 a déclenché une crise mondiale. Comment évaluez-vous la situation économique? Nous allons ressentir encore longtemps les conséquences économiques de cette crise. La relance sera lente, car les conséquences du confinement ont durement frappé les entreprises et les particuliers du monde entier.

Quelles en sont les conséquences pour l'économie suisse? L'économie suisse a perdu environ 20% de sa performance habituelle. Certaines branches, comme la gastronomie, ont été durement touchées. L'industrie d'exportation mettra longtemps à retrouver son niveau d'avant la crise. Environ 100'000 emplois pourraient disparaître d'ici à la fin de l'année. Les jeunes travailleurs et les

seniors en seront les principales victimes.

Quelles mesures faut-il prendre en Suisse? Il est important que nous garantissons d'abord des emplois aux indigènes. Des immigrants ne doivent être acceptés que pour les postes pour lesquels on ne trouve

personne en Suisse. Or, une étude a révélé que seul un immigrant sur cinq travaille dans un secteur où il y a pénurie de personnel. Quatre étrangers sur cinq ne viennent donc pas parce que le marché du travail a besoin d'eux, mais uniquement parce qu'ils peuvent immigrer librement. Ils évincent de leurs places de travail les Suisses et les étrangers qui sont déjà ici. >>>

parce qu'ils peuvent immigrer librement. Ils évincent de leurs places de travail les Suisses et les étrangers qui sont déjà ici. Au Tessin, l'immigration a baissé les salaires de 20%. Si nous voulons conserver nos salaires et notre qualité de vie, nous devons reprendre la main sur

l'immigration. Tous les pays du monde agissent de la sorte! Pourquoi pas la Suisse?

La crise provoquera-t-elle une nouvelle vague d'immigration en Suisse?

Evidemment! Le chômage augmente massivement dans tous les pays membres de l'UE. Les programmes de relance agissent trop lentement ou restent sans effet. Voilà pourquoi de nombreux citoyens de l'UE tentent leur chance en Suisse. La crise due à la pandémie Covid-19 augmentera cette immigration qui est déjà démesurée.

Cheffe d'entreprise aux activités internationales, vous connaissez fort bien les défis que doit relever l'industrie d'exportation suisse. Le 27 septembre le peuple suisse vote sur l'initiative de limitation qui redonne à la Suisse les moyens de gérer elle-même l'immigration. Quels en sont les avantages pour l'économie suisse?

Les professionnels dont l'économie a besoin et qui ne sont pas disponibles en Suisse doivent pouvoir immigrer simplement et sans obstacle bureaucratique. En revanche, il n'est pas acceptable d'engager des étrangers uniquement parce qu'ils sont moins chers. Un ressortissant de l'UE a droit aux indemnités de chômage suisses dès son premier jour d'engagement s'il a travaillé au préalable à l'étranger et nous versons aussi des indemnités de chômage à l'étranger. Ces prétendus chômeurs, nous ne les voyons jamais, mais nous les entretenons avec les prélèvements sur nos salaires. Ces abus doivent cesser. Nous pouvons corriger la situation en veillant à une immigration mesurée.

Les adversaires de l'initiative de limitation prétendent que l'économie suisse ne pourra plus recruter de la main-d'œuvre étrangère en cas d'acceptation de l'initiative. Quelle est votre position? Pourquoi ne pourrait-on plus recruter du personnel à l'étranger? Nous reprendrons tout simplement l'immigration en main, souverainement, au lieu de nous laisser submerger par un afflux de ressortissants de l'UE. La majorité des immigrants actuels ne répondent d'ailleurs pas aux besoins de l'économie suisse. Pour les entreprises, il



Ce sont les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dont le siège est à Genève – et non celles de l'UE – qui déterminent les règles du jeu pour un commerce international à la fois libre et juste.

est bien sûr plus simple et moins cher de pouvoir recruter parmi 450 millions de ressortissants de l'UE que de devoir engager d'abord les indigènes. Les Suisses et les Suisses doivent avoir la priorité. C'est ainsi que les choses se passent dans le monde entier. Si nous voulons engager un étranger aux Etats-Unis, en Chine, au Mexique ou au Japon, nous n'obtenons un permis d'immigration que si nous pouvons prouver que nous ne trouvons pas la personne adéquate sur place. En cas de oui à l'initiative de limitation, nous pourrions continuer de recruter à l'étranger, mais nous déciderons nous-mêmes qui a le droit de venir.

« Un ressortissant de l'UE a droit aux indemnités de chômage suisses dès son premier jour d'engagement s'il a travaillé au préalable à l'étranger. » >>>

On affirme aussi que l'économie suisse n'aurait plus accès au marché intérieur de l'UE. Est-ce vrai?

C'est évidemment faux. L'accès au marché pour les exportations n'est pas réglé par l'accord de libre circulation des personnes, mais par l'accord de libre-échange de 1972. De plus, il y a les règles de l'OMC sur le libre commerce. L'initiative de limitation donne au Conseil fédéral douze mois pour négocier une nouvelle solution concernant la circulation des personnes. S'il n'y parvient pas, il doit résilier l'accord. Il est à mon avis très peu probable que l'UE laisse aller les choses jusque-là, car elle tire trop d'avantages des accords bilatéraux

I. Et si elle le fait quand même? Alors nous négocierions de nouveaux et de meilleurs accords bilatéraux. En outre, croyez-vous que nos clients étrangers achètent des produits suisses à cause de l'accord de libre circulation? Absolument pas! Les clients achètent des produits suisses à cause de leur bonne qualité et ils continueront d'agir de la sorte.

La Grande-Bretagne a quitté l'UE notamment à cause de la libre circulation des personnes. En France on discute également d'une préférence nationale et en Allemagne le parti CDU demande une restriction de l'immigration. Est-ce le début de la fin de la libre circulation des personnes?

L'augmentation du chômage met les gouvernements sous pression et les force à assurer en priorité les emplois de leur propre population. Il n'est pas étonnant qu'à côté de la Suisse, la Grande-Bretagne et la France aient également compris à quel point la libre circulation des personnes est désavantageuse pour leur population. La réalité est que le gouvernement suisse n'a jamais vraiment négocié avec Bruxelles concernant l'immigration!

« Il est important que nous garantissons d'abord des emplois aux indigènes. » >>>

Avec son taux d'étrangers exceptionnellement élevé de plus de

25%, la Suisse pourrait de toute manière invoquer diverses réglementations d'exception, comme elle l'a fait face à la pandémie Covid-19. L'initiative de limitation fait clairement comprendre au Conseil fédéral que l'immigration illimitée ne peut pas continuer et qu'il doit négocier une meilleure solution avec l'UE!



Alfred Heer, conseiller national, entrepreneur, Zurich

« Le Covid-19 a démontré que la fameuse solidarité européenne atteignait rapidement ses limites. Croire que la crise est passée serait une lourde erreur: une gigantesque crise économique est en train de déferler sur l'Europe. Notre principal problème sera bien la hausse du chômage au sein de l'UE. Si la Suisse a besoin de faire

venir des professionnels qualifiés dans les branches connaissant une pénurie, il n'est en revanche pas acceptable que l'UE exporte son chômage dans notre pays.

OUI à l'initiative de limitation! >>>

La Suisse est un marché important pour l'UE: Bilan commercial Suisse – UE

Volumes commerciaux de l'UE en 2007



Volumes commerciaux de l'UE en 2019 (46% en direction de l'UE)



■ Pays hors UE
■ UE

Source: représentation propre sur la base de EZV, SwissImpex.

Entre 2007 et 2019, la Suisse exporte passablement diminué la dépendance commerciale qu'elle avait avec l'UE. Désormais, la majorité des exportations suisses quittent notre continent et ouvrent notre pays au monde entier!



Participez au concours en ligne: www.initiative-de-limitation.ch

Que deviendra la Suisse si elle vote OUI à l'initiative de limitation?

Grand concours

Trop c'est trop!

1 Combien d'immigrants supplémentaires se sont installés en Suisse durant les 13 années écoulées?



- 100'000 immigrants = A
 1'000'000 immigrants = L
 10'000'000 immigrants = C

2 Avant la votation sur l'introduction de la libre circulation des personnes en 2000, le Conseil fédéral a affirmé que seul le nombre suivant d'immigrants supplémentaires viendrait en Suisse:



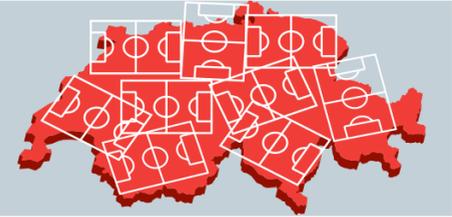
- 80 immigrants par an = E
 800 immigrants par an = F
 8'000 immigrants par an = I
 80'000 immigrants par an = H

3 Combien d'étrangers provenant de l'UE uniquement ont en réalité immigré en Suisse en moyenne par an?



- 5'000 immigrants par an = H
 50'000 immigrants par an = B

4 Combien d'espaces verts de la taille de terrains de football sont bétonnés chaque année en Suisse à cause de l'immigration due à la libre circulation des personnes?



- 2'941 terrains de football par an = R
 294 terrains de football par an = K
 94 terrains de football par an = L

5 De combien le nombre d'heures d'attente dans les bouchons sur les routes suisses a-t-il augmenté depuis l'introduction de la libre circulation des personnes?



- 0 heure = M
 1'505 heures = N
 15'050 heures = E

La solution exacte est: _ _ _ _ _

Cochez les bonnes réponses, alignez les lettres correspondantes dans l'ordre des questions et renvoyez la solution. Délai de renvoi: 27 septembre 2020

1^{er} prix : visite guidée du Palais fédéral, y compris repas de midi pour quatre personnes, avec un membre de l'UDC de votre choix.

2^e/3^e prix: repas pour quatre personnes à la Haus der Freiheit de l'anc. conseiller national Toni Brunner et de la conseillère nationale Esther Friedli, Wintersberg, Ebnet-Kappel

4^e/5^e prix: 2 cartes journalières pour le domaine skiable et de randonnée de Hoch-Ybrig

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2020. Il n'y aura aucune correspondance concernant le concours. Le versement des prix au comptant n'est pas possible. La voie judiciaire est exclue.

Sûre et libre. Pour que notre Suisse le reste. Je donne un coup de main!

- Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma commune de domicile, respectivement de ma région/mon district. Je paie une cotisation annuelle et je suis invité aux assemblées et manifestations du parti.
- Veuillez m'envoyer le programme politique de l'UDC.
- J'aimerais être informé sur les activités en cours, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Veuillez m'envoyer dès à présent les newsletters à l'adresse courriel ci-contre.
- Je suis prêt à mettre à disposition mon terrain, ma grange, un mur de ma maison pour les affiches de la campagne UDC en faveur de l'initiative de limitation.
- Veuillez m'envoyer :
- ___ affiches F4 (format mondial = 89,5 cm x 128 cm)
- ___ affiches papier A2 (A2 = 42 cm x 59,4 cm)
- J'écris volontiers une lettre de lecteur, mais je souhaite votre aide à cet effet. Veuillez prendre contact avec moi.
- Je soutiens la **campagne UDC pour l'initiative de limitation** (les dons peuvent dans une certaine mesure être déduits des impôts fédéraux et cantonaux).
- Je fais un don de _____ Francs sur le **CCP 31-572732-0** du comité interpartis
- Veuillez m'envoyer un bulletin de versement de l'UDC Suisse.
- J'accepte de recevoir de la publicité de l'UDC.

Nom / Prénom

Rue

NP/Lieu

Téléphone

Courriel

Signature

A découper et à renvoyer dans une enveloppe à l'adresse suivante:
 UDC Suisse, Secrétariat général, Case postale, 3001 Berne
 Courriel: info@udc.ch

  /UDCch

www.udc.ch

 QUALITÉ SUISSE
 Pour une Suisse forte

Une initiative pour la nature

A première vue, l'argument semble farfelu : l'initiative populaire « Pour une immigration modérée » menacerait notre environnement, notre nature et sa biodiversité... Et pourtant, en y regardant de plus près, force est de constater que cette « initiative de limitation » a, bel et bien, des conséquences insoupçonnées sur notre terre. Une réflexion à ne pas oublier le 27 septembre au moment de voter OUI!



Pierre-André Page, agriculteur, conseiller national, Châttonnaye (FR)

Notre pays compte aujourd'hui quelque 8,6 millions d'habitants, dont un quart de population étrangère. Depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation avec l'Union européenne, notre population résidente a augmenté de plus d'un million d'âmes! Une lapalissade donc de dire que cet accroissement a engendré des besoins, notamment, en logements et en infrastructures. Les informations de l'Office fédéral de la statistique le confirment d'ailleurs: depuis la libre circulation complète des personnes en 2007, nous « construisons » chaque année l'équivalent de 2'941 terrains de football pour accueillir et loger les 50'000 ressortissants de l'UE qui s'installent annuellement en Suisse.

Au cours de ces trente dernières années, la surface de terres assolées par habitant a donc diminué d'un tiers. Au quotidien, l'agriculteur que je suis le sait bien: les terres agricoles de qualité sont une ressource non renouvelable extrêmement rare. Ce que confirme une déclaration de l'Office fédéral du développement territorial: ces terres

« remplissent de nombreuses fonctions écologiques et économiques et revêtent une importance fondamentale pour l'être humain et l'environnement: elles stockent et filtrent de l'eau potable, fournissent nourriture, biomasse, énergie géothermique et matières premières minérales, offrent des espaces de délasserment et sont fondamentales pour la biodiversité. »

Mais ces terres, si essentielles à l'alimentation de notre population, ne disparaissent pas simplement comme cela! Ce même Office fédéral l'explique: « L'une des causes principales est à chercher du côté de la croissance démogra-

« Cette protection améliore la sécurité alimentaire, renforce la biodiversité, contribue à l'entretien du paysage. »

phique et économique. Les zones urbaines (logements, activité économique) et les surfaces dédiées au développement des infrastructures de transport progressent d'environ 4'000 hectares par an au détriment des terres agricoles. »

Protéger méthodiquement nos terres agricoles est, pour notre pays, un devoir! Cette protection améliore la sécurité alimentaire, renforce la biodiversité, contribue à l'entretien du paysage et garantit, à long terme, la

Voilà comment l'immigration incontrôlée détruit la nature

2007



2018



Commune de Marly (FR)

Source: Office fédéral de topographie

Chaque année, de précieux espaces verts pour une taille équivalente à 2'941 terrains de football sont bétonnés en raison d'une immigration massive. Veut-on encourager une telle politique plus longtemps ?

préservation des ressources. Or comment protéger notre sol?

Le monde agricole assume déjà sa part de responsabilité en surveillant l'évolution des sols, en limitant les produits toxiques, en offrant une formation de qualité à nos agriculteurs. Mais cela ne suffit pas: nous ne pouvons continuer à bâtir, à construire, à grignoter notre sol. Voilà pourquoi l'initiative de limitation à son rôle à jouer.

Il ne s'agit pas de stopper toute immigration: notre pays, notre économie, notre agriculture, nos entreprises, nos instituts de recherche ont besoin de

main-d'œuvre, d'ici et d'ailleurs. Mais la Suisse doit pouvoir maîtriser d'elle-même cette immigration. L'article 121b de notre Constitution fédérale le dirait, en cas d'acceptation de l'initiative: « La Suisse règle de manière autonome l'immigration des étrangers ».

Nous venons de démontrer l'importance de notre sol et nous savons qu'il n'est pas extensible à souhait! Sur cette petite surface au coeur de l'Europe

(41'285 km²), notre pays, de manière autonome et pragmatique, gère la vie et le développement harmonieux de sa population et accueille l'étranger, dans les limites de ses modestes possibilités.

L'initiative « Pour une immigration modérée » n'est pas une démarche égoïste mais la réflexion d'un pays conscient de ses limites naturelles et responsable vis-à-vis des générations futures.

« L'initiative n'est pas une démarche égoïste mais la réflexion d'un pays conscient de ses limites naturelles. »



Thomas Stettler, agriculteur, président de l'UDC Jura, Courroux (JU)

« À l'heure où la population s'interroge sur l'origine des produits qu'elle consomme, l'urbanisation galopante doit être freinée. La destruction par le bétonnage de la terre nourricière est inéluctable sans la maîtrise de la démographie.

Seule la limitation de l'immigration va sauvegarder nos paysages et la production de denrées alimentaires locales. »

Réduire l'immigration pour préserver l'environnement



Andreas Thommen, directeur d'Ecopop

si on comprend que les étrangers aient envie de se rendre régulièrement en avion dans leurs pays d'origine, cette pratique est en réalité un désastre pour l'environnement. L'empreinte écologique de la Suisse est aujourd'hui déjà quatre fois trop grande. Or, selon l'article 73 de la Constitution fédérale, la Suisse doit obéir au principe de la durabilité:

Art. 73 Développement durable

La Confédération et les cantons œuvrent à l'établissement d'un équilibre durable entre la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, et son utilisation par l'être humain.

Aujourd'hui déjà, nous ne respectons plus cette règle constitutionnelle et la forte immigration est une charge supplémentaire pour notre environnement. Par amour de la nature et de l'environnement, votons OUI à l'initiative de limitation.

www.ecopop.ch

Bétonner la Suisse ou préserver la nature ?



à l'initiative de limitation **OUI**

L'immigration démesurée entraîne la paralysie du trafic

La libre circulation des personnes provoque un afflux croissant de ressortissants de l'UE en Suisse. Ces personnes veulent être mobiles. Pour le leur permettre, nous payons aujourd'hui déjà le prix fort. Si nous ne freinons pas rapidement cette immigration, les coûts exploseront et notre qualité de vie se dégradera.



Jean-Daniel Chardonnens, député, Fétigny (FR)

A la suite de la libre immigration, la population de notre pays s'accroît en moyenne de 75'000 individus par an. Toutes ces personnes effectuent chaque année 590 millions de kilomètres sur nos routes.

Le réseau de transport est déjà saturé sans que de nouvelles alternatives ne soient planifiées à moyen ou à long terme. Les investissements déjà consentis se chiffrent en milliards, il en faudrait encore beaucoup plus pour absorber les besoins toujours plus grands.

Quel que soit l'idéologie à la mode, la route est indispensable pour celles et ceux qui proviennent des zones périphériques. Elle est encore plus importante pour le transport de nos marchandises, pour les déplacements de nos artisans et les collaborateurs de nos PME. Les heures passées dans les bouchons sont perdues et doivent être payées. Ces obstructions sur nos routes sont une charge très importante pour notre économie. Si nous ne freinons pas l'immigration, la Suisse sera très rapidement sous pression pour réaliser des investissements massifs afin d'éviter un effondrement du réseau de transport. En 2018, nous avons été bloqués dans des embouteillages pendant 25'366 heures sur nos autoroutes – plus de deux fois plus d'heures qu'en 2007 avant l'introduction de la libre circulation des personnes!

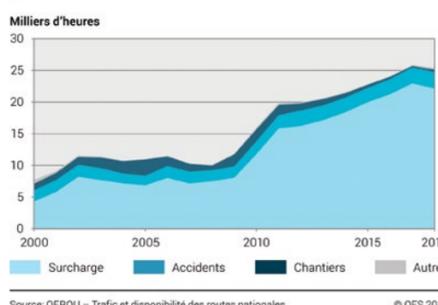
Immigration ou environnement, il faut choisir! Selon les accords de Paris la Suisse veut diminuer de 50% ses émissions de

gaz à effet de serre d'ici à 2050. Or la hausse de la démographie a un effet multiplicateur sur nos émissions de CO₂. Les opposants à notre initiative sont incohérents puisqu'ils n'en tiennent pas compte. Si nous voulons préserver notre environnement, il faut commencer par limiter l'immigration.

Afflux de frontaliers et nivellement par le bas.

Les résidents suisses des zones frontalières sont en concurrence directe avec des travailleurs qui proviennent de régions dont le coût de la vie est nettement inférieur. Ces pendulaires se contentent d'un salaire moins élevé et laissent sur le carreau les Suissesses et les Suisses comme le démontre parfaitement le taux de chômage supérieur à la moyenne des cantons frontaliers. Dans ces régions la mobilité a atteint ses limites, mais ce sont bel et bien les

Ampleur des embouteillages sur le réseau des routes nationales



Source: OFROU – Trafic et disponibilité des routes nationales © OFS 2019

citoyens suisses qui doivent financer les nouvelles infrastructures tel que le Léman Express ou le futur contournement du Locle.

Une augmentation excessive de la population engendre de nombreux problèmes d'infrastructures. Voilà pourquoi nous devons pouvoir choisir notre immigration souverainement et selon nos besoins afin de maintenir notre qualité de vie.



Franz Ruppen, conseiller national, Naters (VS)

« L'immigration de masse incontrôlée pose aussi des problèmes aux régions de montagne : elle porte atteinte à nos acquis culturels, menace la sécurité de notre approvisionnement énergétique et provoque une surcharge des infrastructures de transport. »

Encore dans les bouchons!



www.initiative-de-limitation.ch



Trop c'est trop!

OUP+ à l'initiative de limitation



Anne-Caroline Graber, Dr ès sc. Pol, députée au Grand Conseil, La Neuveville (BE)

« Le Jura bernois aime déterminer lui-même une partie de son destin parce qu'il est une minorité linguistique. Sa population peut dès lors comprendre la nécessité pour la Confédération de retrouver la maîtrise de sa politique d'immigration. Acceptons l'Initiative populaire de l'UDC pour une immigration modérée qui accroîtra l'indépendance de notre pays. »



Walter Willener, président UDC Neuchâtel

« L'économie neuchâtoise qui compte de nombreuses entreprises utilisant des technologies de pointe, par exemple dans les secteurs des micro technologies ou du biomédical, pourront toujours compter sur le recrutement de professionnels hautement qualifiés venant du monde entier ceci même sans accord de libre circulation des personnes. »

Préservons nos terres agricoles



Jacques Nicolet, conseiller national, agriculteur, Lignerolle (VD)

En tant que paysan, la production de denrées alimentaires saisonnières et saines ainsi que des élevages respectueux des animaux me tiennent à cœur. Mais pour assumer leurs tâches, les paysannes et les paysans ont besoin de surfaces agricoles. La croissance démesurée de la population durant les années passées a conduit au bétonnage de nombreuses terres cultivables et d'herbages. Ainsi quelques 30'000 hectares de terres agricoles ont été perdus ces 20 dernières années. Il y a un lien causal entre la croissance démographique et l'exten-

sion des zones habitées. Ce développement absorbe des ressources irremplaçables et réduit notre prospérité ainsi que notre qualité de vie. La disparition de terres cultivables évolue parallèlement à celle des espaces verts et à celle de la biodiversité. En accueillant de plus en plus de personnes en Suisse, nous compromettons la qualité de notre propre environnement et affaiblissons notre sécurité alimentaire.

Les paysannes et paysans sont directement concernés par ces intenses discussions sur la limitation des espaces urbanisés et sur les conséquences qui en résultent pour les paysages et les zones verts. Nous voulons continuer d'apporter une contribution fiable à l'alimentation et à la qualité de la vie de notre population. Mais cet objectif ne peut être atteint que si l'on cesse de restreindre les bases vitales naturelles de la Suisse: préservons donc nos terres agricoles.

« En accueillant de plus en plus de personnes en Suisse, nous compromettons la qualité de notre propre environnement et affaiblissons notre sécurité alimentaire. »

Stop au bétonnage de la Suisse!



Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE, la Suisse est toujours plus bétonnée. Des terres cultivables et des espaces verts sont définitivement perdus!

Pas de chômage, du travail pour nos seniors !

Avec le Conseil fédéral, une alliance troublante de la gauche internationaliste et du lobby mondialiste du grand patronat a peur que les Suissesses et les Suisses acceptent l'initiative de limitation de l'immigration. Ils ont raison. Car limiter vraiment l'immigration de masse, c'est s'attaquer à la racine de problèmes sociaux graves comme le chômage, particulièrement celui des seniors. Les Suissesses et les Suisses le savent, à commencer par celles et ceux qui sont en concurrence avec la main-d'oeuvre étrangère sur le marché du travail.



Jean-Luc Addor, conseiller national, co-président du comité référendaire, Savièse (VS)

Voilà pourquoi le Conseil fédéral, hélas suivi par une majorité du Parlement, a bicolé à la hâte un projet de « prestations transitoires pour chômeurs âgés ». C'est une sorte d'aide sociale fédérale. L'objectif? Acheter à coups de centaines de millions les seniors victimes de la concurrence étrangère sur le marché du travail: la campagne de votations la plus chère de l'histoire! Mais cette soi-disant « rente-pont », est-ce un cadeau ou

plutôt un cadeau... empoisonné pour les seniors?

La réalité, c'est qu'il faut plutôt parler de rente de licenciement, d'un véritable « appel au crime »: plutôt que de conserver à leur service des seniors qui coûtent cher, les employeurs seront encouragés à recourir à de la main d'oeuvre plus jeune et moins chère, y

compris étrangère bien sûr, et à licencier sans scrupules les travailleurs âgés de 58 ans et plus; ils sauront en effet que ceux-ci bénéficieront du chômage pendant deux ans, puis de cette aide sociale fédérale jusqu'à l'âge de la retraite. C'est donc une véritable arnaque: au lieu de maintenir les seniors sur le marché du travail ou de les aider à le réintégrer, on

va les en exclure encore plus massivement qu'aujourd'hui. Comme nous tous, les seniors demandent du travail. C'est une question d'estime de soi. Et qu'est-ce qu'on leur propose? De finir leur vie active comme des assistés, pendant que d'autres, à commencer par la main-d'oeuvre importée, travailleront à leur place!

Les Allemands avaient suivi une voie similaire. Ils sont revenus en arrière, paradoxalement sous l'impulsion d'un socialiste, le Chancelier Schröder, avec des résultats impressionnants: le taux d'emploi des 55-60 ans a bondi de 33% à 58%.

Cette rente de licenciement créerait non seulement une sorte de clientélisme

d'Etat massif, mais aussi une inégalité choquante: en effet, combien de Suissesses et de Suisses qui travaillent durement, peuvent espérer toucher chaque mois, sans rien faire, 3'650 francs pour une personne seule ou 5'500 francs par couple? Et ne parlons de celles et ceux qui ont constitué une petite épargne qui les empêchera de bénéficier de cette rente et qui se retrouveront comme les dindons de la farce à payer sans profiter!

Travaillons donc à éliminer les facteurs qui pénalisent les seniors sur le marché du travail (à commencer par la concurrence incontrôlée avec la main-d'oeuvre étrangère) et dans l'immédiat, signons le référendum contre cette arnaque de la rente de licenciement.



Rente de licenciement

Plus d'informations sous: rente-de-licenciement-non.ch

Un Etat social généreux et une libre immigration sont incompatibles



Andreas Glarner, conseiller national, entrepreneur, Oberwil-Lieli (AG)

La libre circulation des personnes menace nos institutions sociales. C'est notamment vrai pour les immigrants de pays est-européens comme la Roumanie, la Bulgarie ou la Pologne qui profitent de manière disproportionnée des indemnités de chômage. La crise économique due à la pandémie Covid-19 aggravera cette situation. Il est donc urgent de limiter l'immigration pour protéger nos institutions sociales.

S'il existe une preuve de l'absolue nécessité d'approuver l'initiative de limitation le 27 septembre prochain, c'est bien la manière dont les ressortissants de certains Etats profitent de l'assurance-chômage. En fait, nous avons affaire à un abus aussi classique que gigantesque. Les chiffres sont parfaitement clairs à ce propos, si bien que même les adversaires les plus acharnés de l'initiative ne peuvent pas nier ce phénomène. Depuis la sup-

pression, fin mai 2019, de la clause de sauvegarde, donc du dernier obstacle à la libre immigration en provenance de Roumanie et de Bulgarie, on assiste à un véritable déferlement sur l'assurance-chômage.

Les chiffres sont clairs: entre fin mai 2019 et fin juin 2020, le nombre de chômeurs bulgares a augmenté de 72%, celui des chômeurs roumains de 61%. Le taux de chômage a atteint 11,5% chez les Bulgares et 9,2% chez les Roumains. A peine la soupape a-t-elle ouverte que déjà les ressortissants de ces deux Etats s'inscrivent en tête du classement selon le chômage. Comme c'est curieux...

On répondra bien entendu que l'UDC a saisi les deux exemples les plus extrêmes. Reproche infondé, car la perception disproportionnée d'indemnités de chômage est devenue une spécialité des immigrants d'Europe de l'Est. Le taux de chômage a en effet atteint en juin 2020 7,5% chez les Hongrois, 7,6% chez les Polonais et même 8,2% chez les Slovaques immigrés en Suisse.

De nombreux immigrants tombent très vite au chômage

Il est totalement insensé de permettre la libre immigration de tous les ressortissants de l'UE alors que la moitié seulement d'entre eux viennent en Suisse pour travailler. Mais il y a pire: même les immigrants venant officiellement pour travailler tombent relativement vite au chômage. Et après avoir touché

Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale selon les pays d'origine

| Origine | 2007 | 2018 | Variation |
|-------------------------------|----------------|----------------|------------|
| Bulgarie | 116 | 406 | 250% |
| Allemagne | 2'405 | 5'218 | 117% |
| Roumanie | 282 | 619 | 120% |
| France | 2'540 | 3'648 | 44% |
| Espagne | 2'678 | 3'927 | 43% |
| Total des étrangers UE | 29'137 | 39'978 | 37% |
| Portugal | 7'321 | 9'602 | 31% |
| Italie | 9'237 | 10'760 | 16% |
| Suisse | 131'811 | 143'054 | 9% |

Source: propre présentation sur la base des chiffres de l'OFS. Statistique de l'aide sociale (SHS)

pendant deux ans des indemnités de chômage, ils deviennent des sociaux aux frais des collectivités alors qu'ils n'ont presque pas payé d'impôts.

La réalité est que nous avons affaire à un pillage de nos institutions sociales. Les adversaires de l'initiative tentent de nous faire croire que ce phénomène n'est que passager. On leur répondra que ce pillage a déjà eu lieu en période de haute conjoncture. Avec la crise économique due à la pandémie Covid-19, le nombre de chômeurs et d'assistés sociaux parmi ces immigrants explosera. Des associations prétendent économiquement comme « economiesuisse » ne cessent de clamer que la libre immigration est indispensable à la prospérité de l'économie suisse et de tout le pays. De toute évidence, ces managers – le plus souvent des étrangers – se moquent complètement de savoir que nos institutions sociales s'effondrent. Pourvu qu'ils touchent leurs bonus!

Un Etat social généreux et la libre immigration sont incompatibles! Nous devons tirer le frein d'urgence et limiter l'immigration pour stopper le pillage de nos institutions sociales – avant qu'il ne soit trop tard!

Un OUI pour tous les travailleurs de notre pays!



Timon Gavallet, Fribourg, vice-président JUDC Suisse

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2007, la population de la Suisse a augmenté d'environ un million d'étrangers. Outre l'engorgement de la circulation et des infrastructures que nous ressentons quotidiennement, les conséquences pour les travailleurs domestiques sont particulièrement graves: la pression salariale augmente pour toutes les tranches d'âge et les travailleurs âgés sont poussés hors du marché du travail par les jeunes immigrants de l'UE, moins chers. Cela est démontré, entre autres, par la hausse du taux de chômage depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2007.

Si l'on examine les professions dans lesquelles travaillent les immigrants de l'UE, on constate que seul un immigrant sur huit environ exerce une profession où il y a une pénurie de travailleurs qualifiés en Suisse. Les 87,5% restants constituent une main-d'oeuvre

plutôt bon marché, qui fait concurrence aux travailleurs nationaux et les pousse hors du marché. Les effets de cette évolution défavorable se reflètent d'ailleurs dans le nombre de personnes bénéficiant de l'aide sociale, qui a augmenté de 45% pour atteindre 41'744 depuis la pleine liberté de circulation des personnes.

Contrairement à tous les arguments économiques selon lesquels notre prospérité a été créée par la libre circulation des personnes, il convient de mentionner que les salaires des classes inférieures et moyennes ont stagné depuis l'introduction de la libre circulation des personnes. Si l'on ajoute à cela les primes d'assurance maladie en constante augmentation, qui ne sont pas incluses dans le calcul de la compensation de l'inflation, alors le résultat final est que de nombreuses familles disposent de moins de revenus disponibles chaque année.

Pour ces raisons, il est extrêmement important que la Suisse soit à nouveau en mesure de déterminer l'offre de main-d'oeuvre de manière indépendante. Ce n'est que si la Suisse contrôle à nouveau elle-même l'accès des travailleurs à notre pays que le niveau élevé des salaires suisses pourra être réellement protégé. C'est pourquoi nous avons besoin d'un OUI à l'initiative de limitation le 27 septembre!

« On constate que seul un immigrant sur huit environ exerce une profession où il y a une pénurie de travailleurs qualifiés en Suisse. »

« La libre circulation ne comble pas le manque de personnel qualifié. Cette pénurie est toujours là après 13 ans de libre circulation. La raison: seul un travailleur européen sur cinq est un professionnel recherché, 80% sont avant tout une main-d'oeuvre bon marché. »



Sandra Sollberger, conseillère nationale et membre du bureau de la direction, Bubendorf (BL)



Nous nous engageons au niveau fédéral et cantonal pour une immigration modérée

... au Palais fédéral

53 conseillères et conseillers nationaux de l'UDC

Canton d'Argovie

Canton de Bâle-Campagne

Canton de Berne

Canton de Berne

Canton de Fribourg

Canton de Genève

Canton de Lucerne

Canton des Grisons

Canton de Nidwald

Canton d'Obwald

Canton de Schaffhouse

Canton de Schwyz

Canton de Soleure

Canton de St-Gall

Canton de Thurgovie

Canton de Valais

Canton de Zurich

Canton d'Appenzel Rhodes-Extérieures

David Zuberbühler
20.02.1979, entrepreneur, Herisau

Martina Bircher
13.04.1984, économiste d'entreprise, Aarburg

Thomas Burgherr
01.08.1982, maître-charpentier, entrepreneur, Williberg

Benjamin Giezendanner
22.04.1982, entrepreneur, Rothrist

Andreas Glarner
09.10.1982, entrepreneur, Oberwil-Lieli

Stefanie Heimgartner
25.04.1987, responsable d'exploitation, Baden

Alois Huber
21.11.1982, maître-agriculteur, Mörken-Wildegg

Thomas de Courten
29.07.1980, entrepreneur, Rütenberg

Sandra Solberger
27.10.1973, entrepreneure, Bubendorf

Andreas Aebi
26.11.1988, paysan, entrepreneur, Aichenstorf

Andrea Martina Geissbühler
03.08.1976, policière, membre d'équitation, Birswil

Lars Guggenberger
19.07.1987, directeur, avocat, Kirchlindach

Erich Hess
25.03.1981, entrepreneur, routier, Berne

Albert Röstl
07.08.1967, ingénieur agronome EPZ, entrepreneur, Utendorf

Nadja Umbricht Pieren
14.02.1980, directrice de garderie, Burgdorf

Erich von Siebenthal
30.12.1953, paysan de montagne, Gatsaj

Pierre-André Page
19.04.1960, maître-agriculteur, Châtomayne

Céline Amaudruz
15.03.1979, juriste, gestionnaire de fortune, Genève

Yves Widegger
17.05.1957, avocat, Genève

Yvette Estermann
26.02.1967, médecin, consultante, Kriens

Franz Gräter
29.07.1965, entrepreneur, Eich

Magdalena Martullo-Blocher
13.08.1969, entrepreneure, Lenzenheide

Peter Keller
22.04.1971, auteur indépendant, Hergiswil

Monika Rieger
25.03.1968, cadre industriel, Engelberg

Thomas Hurter
01.11.1963, pilote de ligne, Schaffhouse

Marcel Dettling
01.02.1981, paysan, Oberberg

Pirmin Schwander
28.12.1961, entrepreneur, Lachen

Christian Inark
29.01.1985, entrepreneur indépendant, Fehren

Walter Wobmann
27.11.1957, chef de vente, Grethenbach

Roland Rino Büchel
08.10.1965, manager sportif, entrepreneur, Oberriet

Mike Egger
02.08.1982, gestionnaire de projets, Berneck

Esther Friedli
04.06.1977, restauratrice, conseillère en communication politique, Ebnat-Kappel

Lukas Reimann
18.09.1982, juriste, président de l'ASIN, Wil

Piero Marchesi
19.09.1981, chef d'exploitation, Monteggio

Diana Gutjahr
13.01.1984, entrepreneur, économiste d'entreprise, Amriswil

Verena Herzog
07.02.1956, directrice, Frauenfeld

Manuel Strupler
12.04.1980, paysan, horticulteur, Weinfelden

Michael Büttel
27.08.1979, directeur d'agence bancaire, Vuarrens

Jean-Pierre Orin
16.03.1947, maître-agriculteur, Pomy

Jacques Nicolet
24.10.1965, paysan, Lignerolle

Jean-Luc Alder
22.04.1964, avocat, Savèze

Franz Ruppen
24.02.1971, avocat et notaire, Naters

Thomas Aeschi
13.01.1979, business consultant, Baar

Martin Haab
03.05.1962, paysan, Mettmenstetten

Alfred Heer
12.10.1961, entrepreneur indépendant, Zurich

Roger Küppel
21.03.1965, éditeur et rédacteur en chef de «Die Weltwoche», Küssnacht

Thomas Matter
23.03.1966, entrepreneur, Meilen

Gregor Rytz
12.10.1972, entrepreneur, Zollikon

... au Conseil fédéral

2 conseillers fédéraux de l'UDC

Canton de Zurich

Heli Maurer
01.12.1950, chef du Département fédéral des finances (DFF), Wetzstein (ZH)

Guy Parmelin
09.11.1959, chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR), Bursins (VD)

Therese Schläpfer
14.04.1959, présidente de commune, Hagenbuch

Barbara Steinmann
18.06.1976, juriste, Watt-Regensdorf

Mauro Tuena
25.01.1972, technicien IT, Zurich

Hans-Ueli Vogt
05.12.1969, en droit privé et des entreprises, Zurich

Bruno Walliser
11.04.1966, maître-ramoneur, Volketswil

6 conseillers aux Etats de l'UDC

Canton de Schaffhouse

Canton de Schwyz

Canton de Tessin

Canton de Thurgovie

Canton d'Argovie

Canton de Berne

Hannes Germann
01.07.1956, enseignant, administrateur, Optershofen

Alex Kuprecht
22.12.1957, manager, Pfäffikon

Marco Chiesa
10.10.1974, économiste, Ruvigliana

Jakob Stark
08.09.1958, philosophe, Buhwil

Hansjörg Knecht
24.03.1960, entrepreneur, Lützelst

Werner Salzmann
05.11.1962, ingénieur agronome, Mülchi

... dans les gouvernements cantonaux

26 conseillères et conseillers d'Etat de l'UDC

Canton d'Argovie

Canton d'Appenzel Rhodes-Extérieures

Canton d'Appenzel Rhodes-Intérieures

Canton de Bâle-Campagne

Canton de Berne

Canton de Glaris

Canton de Zoug

Canton de Nidwald

Canton d'Obwald

Canton de Schaffhouse

Canton de Schwyz

Canton de St-Gall

Canton de Tessin

Canton de Thurgovie

Canton d'Uri

Canton de Zoug

Canton de Zurich

Jean-Pierre Gallati
24.08.1966, chef du département de la santé et du social, Wohlen

Alex Hürzeler
01.06.1965, chef du département de la formation, de la culture et des sports, Geshgen

Hansueli Reutegger
14.11.1966, chef du département de l'intérieur et de la sécurité, Schwellbrunn

Ruedi Eberle
19.07.1967, chef du département des finances, Gontenkob

Thomas Weber
23.11.1961, chef du département de l'économie et de la santé, Buis

Christoph Neuhaus
10.05.1966, directeur des travaux publics et des transports, Kaufdorf

Pierre Alain Schnegg
13.12.1962, directeur de la santé, des affaires sociales et de l'intégration, Champoz

Marianne Lienhard
17.07.1968, cheffe du département de l'économie et de l'intérieur, Elm

Paul Winkler
13.04.1956, chef du département de la justice et de la sécurité, Kriens

Michèle Büchlinger
09.09.1970, chef du département de la formation et du social et remplaçant du chef du département de la justice et de la sécurité, Hergiswil

Res Schmid
25.02.1953, cheffe du département de la formation et du social, Emmetten

Daniel Wyler
23.10.1959, chef du département de l'économie, Engelberg

Ernst Landolt
26.07.1953, chef du département de l'économie, Rüdingen

Cornelia Stamm Hurter
08.11.1962, cheffe du département des finances, Schaffhouse

Andreas Barraud
23.02.1977, chef du département de l'économie, Benna

Herbert Hwiler
20.02.1971, chef du département de la sécurité, Freienbach

André Rüegsegger
30.06.1976, chef du département des infrastructures, Brunnen

Stefan Kölliker
09.09.1970, chef du département de la formation, Bronschhofen

Norman Gobbi
23.03.1977, chef du département des institutions, de la police et de la justice, Mellin Airolo

Monika Knill
12.03.1972, cheffe du département de l'éducation et de la culture, Alterswil

Urs Martin
06.02.1979, chef du département des finances et du social, Romanshorn

Christian Arnold
23.02.1977, chef du département de la santé, de la culture et de l'environnement, Seedorf

Stephan Schleiss
26.12.1972, président du Conseil d'Etat, chef du département de la formation et de la culture, Steinhausen

Heinz Tanner
10.05.1960, chef du département des finances, Zoug

Christian Arnold
13.01.1984, entrepreneur, économiste d'entreprise, Amriswil

Verena Herzog
07.02.1956, directrice, Frauenfeld

Manuel Strupler
12.04.1980, paysan, horticulteur, Weinfelden

Michael Büttel
27.08.1979, directeur d'agence bancaire, Vuarrens

Jean-Pierre Orin
16.03.1947, maître-agriculteur, Pomy

Jacques Nicolet
24.10.1965, paysan, Lignerolle

Jean-Luc Alder
22.04.1964, avocat, Savèze

Franz Ruppen
24.02.1971, avocat et notaire, Naters

Thomas Aeschi
13.01.1979, business consultant, Baar

Martin Haab
03.05.1962, paysan, Mettmenstetten

Alfred Heer
12.10.1961, entrepreneur indépendant, Zurich

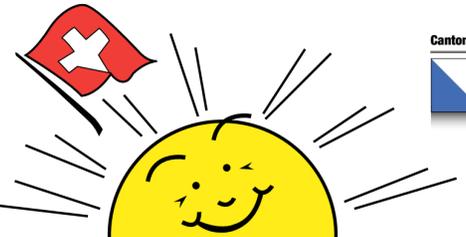
Roger Küppel
21.03.1965, éditeur et rédacteur en chef de «Die Weltwoche», Küssnacht

Thomas Matter
23.03.1966, entrepreneur, Meilen

Gregor Rytz
12.10.1972, entrepreneur, Zollikon

Natalie Rickli
18.11.1976, cheffe du département de la santé, Winterthur

Ernst Stocker
20.04.1965, chef du département des finances, Wilderswil



Hausse migratoire et baisse du niveau scolaire

Prenez une pâte scolaire quelconque. Apprêtez-la à la sauce égalitaire. Saupoudrez d'une bonne dose d'inclusion. Expurgez-en le savoir, puis intégrez, en remuant prudemment, le savoir-être dans la masse et vous obtiendrez le brouet de l'école moderne qui, au mépris des principes pédagogiques les plus élémentaires, veut formater l'homme nouveau, planétaire, libre de tout enracinement, ouvert jusqu'à l'incontinence et tolérant jusqu'au déni de soi-même.



Oskar Freysinger, écrivain, anc. conseiller national, anc. conseiller d'Etat, Savièse (VS)

Le dogme de l'égalité et celui de l'inclusion travaillent évidemment main dans la main pour créer une école où tout le monde réussit dès lors que les exigences sont sans cesse revues à la baisse. On ne lit plus les textes classiques parce qu'ils sont non seulement incompréhensibles pour les enfants d'immigrés, mais qu'ils risquent en plus d'être perçus comme étant méprisants pour eux. Dans la même veine, on se coupe de ses racines culturelles en interdisant certaines chansons de Noël et fêtes traditionnelles tout en réécrivant l'histoire à la sauce politiquement correcte dans un élan inédit de culpabilisation et d'autocensure. Les immigrés n'en demandent pas tant. Ils sont venus chez nous pour obtenir des

chances de vie. Celles-ci sont liées à la qualité. À l'exigence. Au sens du travail bien fait. À la discipline et à une intégration progressive et intelligente. L'éducation à la sauce socialiste, en faisant chuter le niveau, pénalise ceux qu'elle prétend aider: les basses couches sociales, les immigrés, les plus fragiles, qui n'ont que l'école publique pour ascenseur social, puisqu'ils ne peuvent se payer des écoles privées et de fastidieuses années propédeutiques en vue de corriger sur le tard ce qui n'a pas été enseigné au niveau élémentaire et secondaire.

Le nivellement par le bas induit par un égalitarisme forcené devient ainsi le plus grand vecteur d'inégalité. L'inclusion à tout prix d'enfants ne maîtrisant pas nos langues nationales renforce massivement ce nivellement. Il participe pour une bonne part à la baisse du niveau scolaire constaté en occident ces dernières décennies. Au lieu de préparer les enfants d'immigrés – dans des classes spéciales – à leur intégration ultérieure dans les classes ordinaires, on pénalise tout le monde en organisant un fourre-tout indescriptible qui nuit autant au fort qu'au faible et pousse les enseignants au désespoir.

Au mépris des réalités, on fait croire aux citoyens que l'immigration en Suisse ne concerne que des gens d'un haut niveau d'éducation et on tait honteusement la masse des immigrés qui n'ont absolument aucune formation digne de ce nom. Ajoutez à cela la lente progression de ghettos culturels défavorables à l'intégration, des traditions religieuses hostiles à toute adaptation à la vie en Suisse et ses valeurs démocratiques et une criminalité massive importée ou induite par la précarité et vous avez une bombe à retardement prête à exploser. Le racket devient une réalité dans les préaux d'école, la drogue s'y installe insidieusement et les enseignants, au lieu d'être des pédagogues, deviennent de plus en plus des compteurs. On a beau démultiplier les intervenants dans des classes explosées, privées de toute cohésion, le mal est fait. Pour y remé-



La proportion trop élevée d'élèves allophones dans les classes de notre pays nuit à la qualité de l'enseignement, et donc prétérite gravement la formation des élèves indigènes.

dier, il faut que la Suisse reprenne la haute main sur sa politique migratoire, afin de lui donner un cadre crédible et de pouvoir gérer les flux migratoires sans péjorer la qualité de nos écoles et de notre formation. L'immigration de masse se fait au détriment de la qualité.

Il vaut mieux laisser entrer moins de monde, mais mieux intégrer ceux qui viennent. Voilà pourquoi j'invite les citoyennes et les citoyens suisses à voter OUI à l'initiative pour une immigration modérée le 27 septembre prochain.

La formation, malade de l'immigration

Privée de matières premières, la Suisse fonde sa prospérité sur l'excellente formation de ses habitantes et habitants. Or, le niveau de formation a décliné avec la libre circulation.



Yves Nidegger, avocat, conseiller national, Genève (GE)

Le label «Qualité suisse» est notre premier argument de vente, de la mécanique de précision au tourisme, de l'horlogerie aux conseils financiers, nos produits sont appréciés dans le monde entier pour une unique raison: le haut niveau de formation suisse qui rend possible un travail bien fait. Ce haut niveau reposait sur une formation primaire efficace, des apprentissages de qualité autant que des universités et hautes écoles capables de faire éclore les futurs brevets suisses dont notre indus-

trie ne peut se passer. L'immigration de masse a cassé ce modèle.

Chacun peut constater que l'arrivée d'un nombre incontrôlé de familles ne parlant pas la langue du canton d'accueil s'accompagne d'un ralentissement de la formation primaire et d'une baisse générale des performances. Selon l'institut Max-Planck, une nette baisse des performances scolaires est visible à partir d'une proportion de 20% d'allophones. Dans les grands centres urbains de Suisse, cette proportion peut dépasser 50%. Le nombre des adolescents «promus à rien» au terme de leur scolarité obligatoire a explosé de façon alarmante. Il est vrai que les réformes scolaires issues de la même inspiration gauchiste qui encourage la plus large immigration possible portent également une lourde responsabilité dans ce résultat. Pour ceux qui sont «promus à rien», les portes de l'apprentissage res-

sent fermées. Pour les autres, les places d'apprentissage se sont raréfiées en raison d'un second effet pervers de la libre circulation: les entreprises qui peuvent engager des collaborateurs déjà formés en les recrutant à moindre coût dans un pays de l'UE ont moins besoin d'apprentis pour assurer la relève.

Il est vrai que les idéologues de l'instruction publique qui dévalorisent l'apprentissage en vantant les bienfaits du bac pour tous portent aussi une lourde responsabilité. Mal formés au primaire, un nombre alarmant de gymnasiens décrochent et il est admis que le niveau de la maturité fédérale, pour ceux qui l'obtiennent, n'est plus ce qu'il était. Ce fait se confirme à l'université par un nombre tout aussi alarmant d'abandons en cours de formation et de diplômés chômeurs après leur formation. Nous pouvons être fiers de nos Ecoles polytechniques fédérales de Lau-

sanne et de Zurich, qui continuent à compter parmi les meilleures du monde, car elles sont très sélectives: celui qui ne réussit pas doit partir. Résultat: au niveau du master, 30% des étudiants sont étrangers 77% au niveau du doctorat et 2/3 des professeurs.

En compétition avec les étudiants du monde entier, les Suissesses et les Suisses ne tiennent pas le choc. Or si 77% des doctorants dans des matières brevetables comme celles enseignées aux EPFL et EPFZ sont étrangers, les futurs brevets le seront aussi. Il n'est pas acceptable d'exiger du contribuable suisse qu'il continue à financer sans conditions des professeurs étrangers pour former des étudiants étrangers qui feront breveter leurs recherches au profit d'industries étrangères, donc concurrentes. Sauver la formation, c'est dire Oui à l'initiative de limitation le 27 septembre.

«Nos écoles ne supportent pas cette immigration incontrôlée»

Un collègue en Argovie, 1000 élèves d'une trentaine de nationalités, dont 80% en moyenne ne parlent pas allemand. Les exemples suivants montrent ce que vivent les enseignants et la direction au quotidien:

Pendant une journée sportive au secondaire, des élèves perturbent la remise des prix au son de «Al-lahu akbar». Alors qu'une enseignante leur prie de se taire, l'un d'entre eux répond: «Tu es une femme, tu n'as rien n' à me dire». Finalement, la remise des prix a dû être interrompue. Lors d'une discussion avec la direction de l'établissement, les adolescents ont crié au racisme.

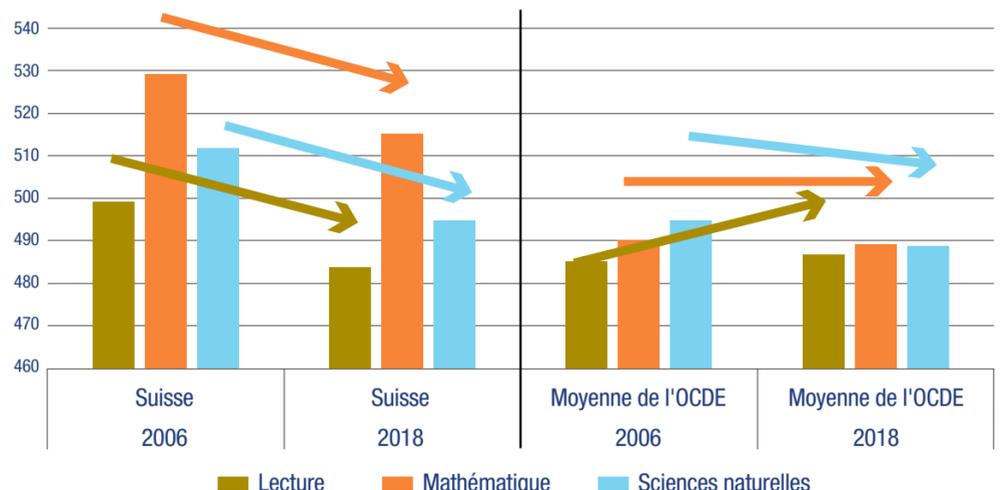
L'écolier Z se comportait mal. Il fut convoqué à plusieurs reprises avec ses parents – et un traducteur. Le garçon prétendait

être discriminé à cause de sa couleur de peau. Finalement, il fut exclu de l'école. Sa famille ne l'accepta pas, perturba l'enseignement et menaça le personnel enseignant.

Notre école s'efforce quotidiennement d'offrir aux jeunes un cadre heureux et formateur. Mais quand 80% des élèves en moyenne ne parlent pas l'allemand, la formation est altérée et l'intégration impossible. L'école publique ne peut plus supporter cette immigration massive.

Lisez le texte complet et d'autres exemples sur: www.initiative-de-limitation.ch/actuel/

Développement PISA Suisse et pays de l'OCDE



Source: propre présentation sur la base des données PISA.

Cette étude PISA le montre clairement. Depuis l'introduction de la libre circulation avec l'UE, le niveau de formation baisse en Suisse.

Les institutions sociales suisses capitulent devant l'immigration de masse

Quelles sont les combines des ressortissants de l'UE pour tromper le système et s'installer directement dans le filet social suisse ? Décryptage d'un phénomène caché.



Martina Bircher, conseillère nationale, économiste d'entreprise, Aarburg (AG)

Dans mon travail de responsable des affaires sociales, je vois malheureusement en permanence des ressortissants de l'UE piller sans vergogne les institutions sociales suisses grâce à la libre circulation des personnes. Une de leurs combines favorites consiste à faire venir des amis et connaissances moyennant un contrat de travail auprès d'un étranger déjà installé en Suisse. Comment ça marche ? Un jeune Italien est venu en Suisse il y a quelques années. Il a été engagé comme pizzaiolo par un

compatriote qui exploite une pizzeria. Or, lorsqu'il voulait entrer en fonction, son futur ex-patron a annoncé qu'il n'avait finalement pas de travail pour lui parce que les affaires s'étaient prétendument dégradées. Résultat : le jeune Italien a abouti au service social sans avoir travaillé un seul jour en Suisse. Le tour est joué !

Les récalcitrants au travail

Autre exemple : une famille allemande a immigré en Suisse grâce à un contrat de travail. Ce parqueteur a été licencié par son employeur suisse déjà pendant la période d'essai parce que ses prestations étaient insuffisantes. Sa femme a donné son congé après quelques semaines.

Bien qu'il soit évident que ce couple allemand n'ait tout simplement pas envie de travailler, ces individus sont assurés de pouvoir vivre confortablement leur paresse durant les cinq années à venir en profitant de la générosité

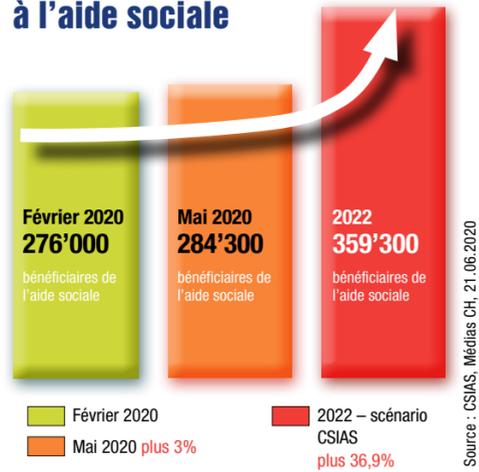
de l'Etat social suisse. En effet, dès qu'un ressortissant UE peut présenter aux autorités suisses un contrat de travail, la Suisse doit lui accorder une autorisation de séjour de 5 ans. Les tribunaux ont même décidé qu'un contrat de travail

Une mauvaise affaire pour les institutions sociales

La libre circulation des personnes n'est pas un modèle pertinent, car elle permet à toute citoyenne et tout citoyen de l'UE d'immigrer tranquillement dans le système social suisse. Même la Confédération est arrivée à la conclusion dans son rapport sur la libre circulation des personnes que l'immigration est une mauvaise affaire pour l'assurance-chômage et pour l'aide sociale. Ce sont principalement les étrangers qui en profitent et les prestations qu'ils en tirent dépassent largement le montant de leurs cotisations.

Mais les problèmes pointent d'ores et déjà à l'horizon du long terme, car ces gens auront droit à une rente AVS alors qu'ils n'y ont pas cotisé dès le début, qu'ils n'ont travaillé qu'à temps très partiel, voire qu'ils vivaient de l'aide sociale. Ces immigrants auront donc droit à une rente AVS minimale dont ils ne pourront pas vivre. Or, comme l'accord de libre circulation des personnes place les Suisses et les étrangers sur un pied d'égalité, ils auront donc droit aux prestations complémentaires.

Suite au coronavirus, de plus en plus de personnes ont recours à l'aide sociale



La majorité des immigrants sont peu qualifiés

L'immigration dans le système social suisse a constamment progressé ces dernières années pour la simple raison que les qualifications professionnelles de ces personnes ont massivement baissé. Alors qu'au début de la libre circulation on a vu arriver principalement des médecins et des ingénieurs, les immigrants actuels sont en grande majorité des personnes professionnellement peu qualifiées, notamment de Roumanie et de Bulgarie. Il est évident que ces immigrants finissent tôt ou tard à l'aide sociale ou à un autre guichet social de l'Etat et vivent aux frais des contribuables suisses. Aujourd'hui, alors que la crise pousse des masses de travailleurs de l'UE au chômage, l'immigration dans le système social suisse augmentera forcément.

Si nous voulons sauvegarder nos institutions sociales, il est plus urgent que jamais que nous reprenions le contrôle de l'immigration.

« Même la Confédération est arrivée à la conclusion que l'immigration est une mauvaise affaire pour l'assurance-chômage et l'aide sociale. »

Tribune :

Pour une immigration dans l'intérêt de la Suisse



Pierre Alain Schnegg, conseiller d'Etat du canton de Berne

En tant que pays souverain, la Suisse a le droit d'admettre chez elle toute personne étrangère souhaitant exercer une activité professionnelle. Depuis plus d'un siècle, des professionnels qualifiés viennent des pays voisins pour travailler en Suisse. Les besoins de l'économie suisse à ce niveau pourront toujours être satisfaits.

Il est cependant important que la Suisse puisse décider de manière autonome – comme le font d'ailleurs la plupart des pays – qui elle veut accepter et qui peut occuper un emploi chez elle. Face à la crise économique et à l'augmentation du chômage qui menacent à la suite de la pandémie Covid-19, l'application d'une préférence nationale est plus importante que jamais.

Notre pays doit être en situation de couvrir à sa manière ses besoins en termes de main-d'œuvre étrangère, donc conformément aux exigences de son économie et aux attentes de la population. Nous devons pouvoir mettre en place des processus rapides et efficaces qui tiennent compte des besoins effectifs de notre économie. L'ancien chef d'entreprise que je suis sait très bien combien cela est important.

Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à avoir ce souhait. Les choses ont aussi beaucoup changé au sein de l'UE. Même la France, membre fondateur de l'UE et moteur de l'intégration européenne, songe à la réintroduction d'une préférence nationale.

Nombre de bénéficiaires d'indemnités journalières selon la nationalité depuis l'introduction de la libre circulation des personnes

| Nationalité | 2007 | 2018 | Progression |
|--------------------|----------------|----------------|--------------|
| Hongrie | 195 | 2'121 | 987.7% |
| Slovaquie | 234 | 2'012 | 759.8% |
| Pologne | 330 | 2'770 | 739.4% |
| Bulgare | 144 | 1'076 | 647.2% |
| Roumains | 238 | 1'313 | 451.7% |
| Allemagne | 7'006 | 15'845 | 126.2% |
| France | 4'388 | 8'720 | 98.7% |
| Espagne | 3'749 | 7'104 | 89.5% |
| Total UE-28 | 54'347 | 99'102 | 82.4% |
| Portugal | 16'162 | 26'734 | 65.4% |
| Total | 261'877 | 312'829 | 19.5% |
| Suisse | 159'419 | 167'260 | 4.9% |

Source : Bénéficiaires d'indemnités journalières selon la nationalité, tableau selon SECO

On ne cesse de mentir grossièrement au peuple

L'initiative pour le renvoi des étrangers criminels, approuvée en 2010, n'est pas appliquée. La fameuse « clause de rigueur », à laquelle l'UDC s'est vigoureusement opposée d'emblée parce qu'elle y voyait un moyen de contourner l'initiative, est devenue concrètement une protection efficace pour les criminels et les abuseurs sociaux étrangers, qui ne sont finalement pas renvoyés. Car les tribunaux y recourent dans 42% des cas.



Adrian Amstutz, anc. conseiller national, Sigriswil (BE)

Nous l'avons vu venir : lorsque le peuple et les cantons ont accepté en novembre 2010 l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels, l'union des anti-UDC de tous les partis a fait semblant de respecter la volonté du peuple. En fait, elle n'y a jamais songé un seul instant. Et comme nous en étions bien conscients, nous avons lancé et déposé l'initiative de mise en œuvre. Lors de la campagne de votation de cette deuxième initiative, nos adversaires ont affirmé qu'il s'agissait là d'un acharnement

inutile parce que le Parlement appliquerait de toute manière sévèrement l'initiative de renvoi.

Aujourd'hui, dix ans après l'acceptation de l'initiative par le souverain, nous avons la preuve que ces promesses ne valaient rien et qu'une fois de plus ces milieux ont menti grossièrement au peuple. Au lieu d'expulser enfin les étrangers criminels condamnés, on accepte que près de la moitié d'entre eux restent confortablement installés en Suisse. Selon le type de délit, les juges et procureurs admettent même que la majorité des malfaiteurs restent en Suisse – un mépris évident de la volonté populaire. Moins de 5% des étrangers qui ont escroqué les assurances sociales ont dû quitter le pays. Moins de 50% des criminels violents, donc des individus condamnés pour lésions corporelles graves, ont été frappés d'une interdiction de séjour. Nos lois précisent pourtant clairement qu'il n'y a pas de place en Suisse pour des requérants

d'asile déboutés, des criminels et des abuseurs sociaux étrangers, mais les tribunaux s'en moquent.

Les autres partis détruisent la crédibilité de l'Etat de droit

Les partis PLR, PDC, PVL, PBD, PS, Verts et PEV portent la responsabilité de cette dégradation de l'Etat de droit. Ils ont refusé d'appliquer aussi bien l'initiative pour le renvoi des criminels étrangers que l'initiative contre l'immigration de masse, ou les ont travesties au point de les rendre méconnaissables. Ils détruisent l'Etat de droit parce qu'ils acceptent sciemment que le droit constitutionnel ne soit pas appliqué. Et ils prennent les citoyennes et les citoyens pour des imbéciles en promettant une application sévère de l'initiative pour le renvoi ou celle pour la préférence nationale sur le marché du travail alors qu'en réalité ils font exactement le contraire. Car cette prétendue préférence nationale mise en place par le Parlement n'est qu'une far-

ce qui, à part un alourdissement de la bureaucratie et des frais, n'apporte strictement rien. Elle est même si peu efficace que le Parlement s'est senti obligé de mettre en place à coups de centaines de millions de francs d'argent des contribuables une rente de licenciement en faveur des chômeurs âgés qui ne trouvent plus de travail à cause de l'immigration massive d'une main-d'œuvre bon marché en provenance de l'UE.

Encore heureux que cette misère puisse être corrigée le 27 septembre prochain moyennant un OUI à l'initiative de limitation. Cette initiative n'est pas du tout un acharnement. Nous y avons été contraints par les expériences désastreuses vécues lors de la mise en œuvre inefficace et indigne du peuple suisse des initiatives pour le renvoi des criminels étrangers et contre l'immigration de masse.



Toni Brunner, ancien conseiller national, agriculteur et restaurateur, Ebnat-Kappel (SG)

« La libre circulation des personnes empêche l'expulsion de criminels européens dans leur pays d'origine. Avec l'initiative de limitation, nous pouvons enfin corriger cela et expulser les criminels étrangers de Suisse! »

Nouvelle étude: les accords bilatéraux I sapent la prospérité

La Suisse profite-t-elle des accords bilatéraux I et de la libre circulation des personnes? Selon une récente étude britannique basée sur des nouvelles données, la réponse à cette question est non: entre 2002 et 2017, la croissance des salaires a diminué de 3,5% à cause de l'immigration. Le PIB par habitant a lui aussi fortement souffert.

par Beat Siegrist, président du conseil d'administration de Schweiter Technologies, Steinhausen (ZG)

Depuis de nombreuses années les milieux de la science se disputent sur la question de savoir ce que les accords bilatéraux I ont apporté à la Suisse. Plusieurs études arrivent à la conclusion que la Suisse a profité de ces traités. Elles émanent cependant le plus souvent d'organisations proches des autorités comme l'institut de recherches conjoncturelles de l'EPFZ ou elles ont été menées sur mandat direct de la Confédération ou de l'association économiquesuisse.

La Fondation «Stiftung für eine bürgerliche Politik» vient de demander à l'organisation «Europe Economics» une étude indépendante sur ce thème. Cet

institut britannique de réputation mondiale a analysé les effets des sept accords bilatéraux I sur le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Le PIB/habitant permet de mesurer la prospérité d'un pays. Il indique ce que réalise une personne moyenne par an. Avec près de 80'000 francs, la Suisse occupe une position de pointe au niveau international dans ce classement.

Selon les économistes britanniques, quatre des sept accords bilatéraux du premier train n'ont pas d'incidence économique sur le PIB/habitant. En revanche, les accords sur les obstacles techniques au commerce, sur les transports aériens et sur la libre circulation ont des conséquences économiques importantes de l'avis des chercheurs.

L'étude arrive aux conclusions suivantes:

- 1) Les accords sur les transports aériens et sur les obstacles techniques ont augmenté le PIB/habitant de 0,1 à 0,2% durant la période 2002 à 2017. Sans ces traités, le PIB par habitant eût donc été inférieur de 80 à 160 francs par an.
- 2) L'immigration a coûté 4,4% de la croissance du PIB/habitant durant la même période. Sans immigration, le PIB par habitant serait donc supérieur d'un peu plus de 3'500 francs au montant actuel. Une partie de cette perte est due au fait que les immigrants sont en moyenne moins productifs que la population suisse de 2002. Les Suissesses et



Les bilatérales I ont déjà porté atteinte à notre richesse ces dernières années. Cela va s'accroître encore en raison du Brexit. Pour les citoyens, cela signifie toujours moins d'argent à la fin du mois.

cheurs partent de l'hypothèse que ces effets négatifs s'aggraveront: à chaque fois que la zone euro est frappée par une crise, il faut s'attendre à une reprise de l'immigration de masse.

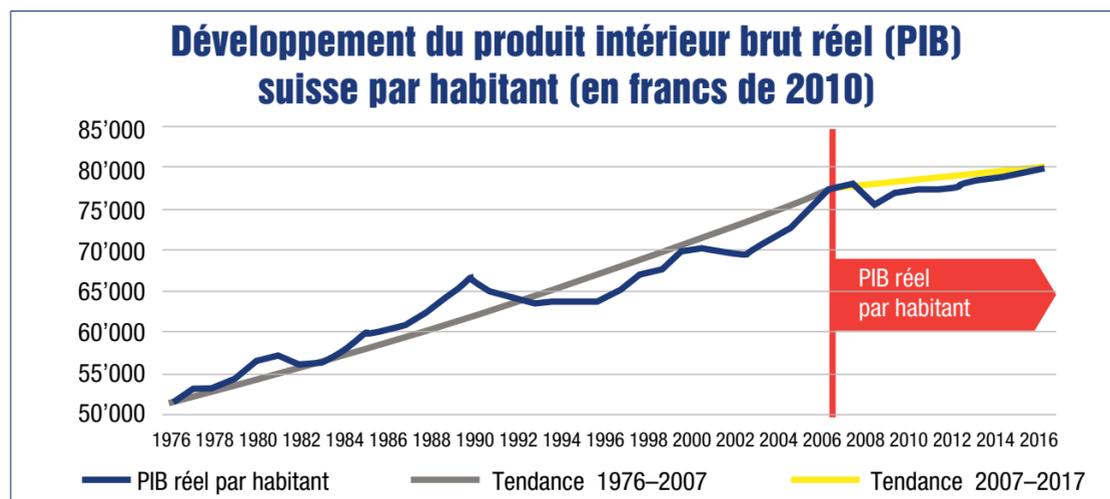
Mal construite, l'union monétaire européenne agit comme une pompe, estiment les chercheurs: en cas de crise économique, elle pousse de nombreux habitants de la zone euro dans des économies plus performantes, soit en particulier la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse. A la suite de la sortie du Royaume-Uni de l'UE, un important pays d'accueil des victimes des crises de l'euro a disparu. Conséquence probable: la Suisse subira à cause de la libre circulation des personnes des vagues d'immigration encore bien plus importantes que jusqu'ici – avec les conséquences négatives pour la prospérité que l'on imagine facilement.

les Suisses sont indirectement les victimes de ce phénomène car l'immigration a baissé leur PIB/habitants de 1,3% à 2,0%. Pour les chercheurs, une perte de croissance de 0,7% peut être attribuée directement à l'accord de libre circulation des personnes. Cette proportion égale une perte de 560 francs par personne en 2017. Les salariés pâtissent tout particulièrement de l'immigration: sans cette dernière, les salaires seraient aujourd'hui de 3,5 à 3,7% plus élevés.

La conclusion de cette expertise: la libre circulation des personnes a appauvri la population suisse, et les autres accords bilatéraux I ne compensent que partiellement cette perte de prospérité. Les cher-

| Accord | Effets |
|---------------------------------|---|
| Commerce (obstacles techniques) | PIB/habitant augmenté de 80-160 francs |
| Transports aériens | PIB/habitant augmenté de 80 francs |
| Libre circulation | PIB/habitant abaissé de 560 francs |
| Total | PIB/habitant abaissé de 400 francs |

Coût/utilité (2002-2017) des accords bilatéraux I par habitant de la population résidente en 2017. Source: Europe Economics



Développement du PIB suisse réel par habitant (en francs de 2010). Source: Europe Economics

Europe Economics (2020): Conséquences économiques des bilatérales I sur les citoyens suisses. Expertise à la demande de la «Stiftung für eine bürgerliche Politik».

Voici l'énoncé de l'initiative populaire « pour une immigration modérée (initiative de limitation) »:

La Constitution¹ est modifiée comme suit:

Art. 121b Immigration sans libre circulation des personnes

¹ La Suisse règle de manière autonome l'immigration des étrangers.

² Aucun nouveau traité international ne sera conclu et aucune autre nouvelle obligation de droit international ne sera contractée qui accorderaient un régime de libre circulation des personnes à des ressortissants étrangers.

³ Les traités internationaux et les autres obligations de droit international existants ne pourront pas être modifiés ni étendus de manière contraire aux al. 1 et 2.

Art. 197, ch. 12²

12. Disposition transitoire ad art. 121b (Immigration sans libre circulation des personnes)

¹ Des négociations seront menées afin que l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes[3] cesse d'être en vigueur dans les douze mois qui suivent l'acceptation de l'art. 121b par le peuple et les cantons.

² Si cet objectif n'est pas atteint, le Conseil fédéral dénonce l'accord visé à l'al. 1 dans un délai supplémentaire de 30 jours.

¹ RS 101

² Le numéro définitif de la présente disposition transitoire sera fixé par la Chancellerie fédérale après le scrutin.

³ RS 0.142.112.681; RO 2002 1529

Ce qui se passe en cas de OUI:

Avec un OUI à l'initiative pour une immigration modérée (« initiative de limitation »):

- 👍 Nous donnons au Conseil fédéral la mission de renégocier d'ici un an l'accord de libre circulation des personnes pour en corriger les excès.
- 👍 S'il n'est pas possible de s'entendre durant les négociations, l'accord est résilié
- 👍 Les citoyens de l'UE n'ont plus le droit légal à immigrer
- 👍 Nous reprenons le contrôle sur notre immigration et décidons nous-mêmes qui peut venir vivre et travailler en Suisse et sous quelles conditions

Le 27 septembre 2020, votez donc

OUI

Fake-News

Stop aux fausses informations!



Voici les allégations des adversaires d'une immigration modérée:

«L'UE résiliera tous les accords!» **Faux!**

On tente de semer la panique. Au lieu de prendre au sérieux les craintes de la population suisse, ces milieux spéculent sur ce qui pourrait se passer. Des lâches qui s'inclinent d'avance devant l'UE. La réalité est différente: il faut négocier fermement avec elle. L'UE a trop intérêt à maintenir les accords avec la Suisse, car nous y achetons des marchandises et des services pour des milliards de francs!

«Nous ne pourrions plus recruter des professionnels qualifiés!» **Mensonge!**

La réalité est que même avant 2007 la Suisse disposait de suffisamment de main-d'œuvre qualifiée. **Qui plus est, seul un immigrant de l'UE sur cinq est un professionnel qualifié.** Tous les autres constituent une main-d'œuvre bon marché sans qualification particulière!

«Notre économie n'aura plus accès au marché intérieur de l'UE!» **Sottise!**

L'accès de nos entreprises au marché de l'UE reste garanti par l'accord de libre-échange de 1972 et par l'Organisation mondiale du commerce!

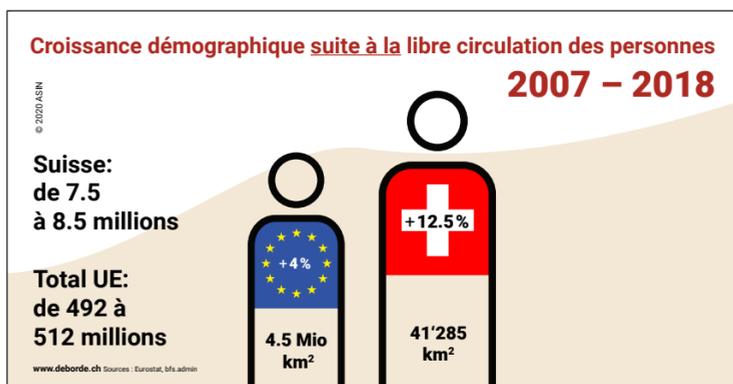
«Irresponsable et aveugle»

Une immigration dictée par l'UE provoque des dommages irréparables dans notre structure politique et détruit la Suisse telle que nous la connaissons aujourd'hui.



Thomas Aeschi, conseiller national, président du groupe parlementaire, Zoug (ZG)

En 1990, la Suisse comptait 6,8 millions d'habitantes et d'habitants. Aujourd'hui, 8,6 millions de personnes vivent dans notre pays. Plus de 2.1 millions sont des étrangers bien que 40'000 à 50'000 personnes se fassent naturaliser chaque année. Depuis 1990, plus de 950'000 étrangers ont reçu le passeport suisse.



A titre de comparaison: la population de la Bulgarie et de la Roumanie, deux Etats membres de l'UE, a diminué de 19% et de 15% dans le même ordre. La Croatie a perdu 13% de sa population, la Lettonie 27% et la Lituanie 23%. Un tiers des Albanais ont quitté leur pays

et cette proportion atteint même 50% au Kosovo.

Mais quels sont les pays de destination de tous ces gens? En termes d'accueil, la Suisse se place largement en tête des pays européens. Durant les 30 années écoulées, elle a subi une croissance démographique six fois plus importante que l'Allemagne. L'immigration a provoqué une augmentation de la population de plus d'un quart depuis 1990. Nous ne sommes plus très loin d'une Suisse à 10 millions d'habitants.

Un système suisse séduisant

Nul besoin de chercher longuement les causes de cette immigration de masse. Le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse est de 80'000 francs par habitant contre 41'000 en Grande-Bretagne, 32'000 en Italie, 17'000 en Grèce, 12'000 en Roumanie et 9'000 en Bulgarie. Le même constat vaut pour la prévoyance vieillesse: dans une analyse globale de tous les systèmes de retraite, la Suisse prend la première place alors que l'Allemagne arrive au 13^e rang,

l'Italie et l'Espagne occupant dans le même ordre la 29^e et la 31^e place. La Grèce se classe 41^e - donc après la Chine! Les systèmes de prévoyance vieillesse de la Roumanie, de la Bulgarie, de l'Albanie et du Kosovo n'ont même pas été évalués.

La situation se tendra encore plus à cause de la crise économique actuelle. Dans plusieurs pays de l'UE, dont l'Italie et la France, les taux de chômage sont déjà en train d'exploser. Conséquence: de plus en plus de ressortissants de ces pays se pressent en Suisse pour trouver un emploi ou une place dans notre système social. Car même en cette période difficile, la Suisse est toujours bien placée en comparaison internationale. Voilà le résultat de la politique financière prévoyante voulue par les forces de droite de notre pays.

Un Roumain ou un Bulgare mettra donc tout en œuvre pour entrer en Suisse grâce à la libre circulation des personnes. Nous toutes et tous, nous connaissons les résultats d'une immigration nette de 75'000 personnes par an. Acceptant des bas salaires, ces gens concurrencent directement les travailleurs suisses et, de surcroît, chargent de façon alarmante nos institutions sociales. Le taux de chômage de la population étrangère est deux fois plus élevé que celui des Suisses et il sera poussé à la hausse par la crise que nous vivons maintenant.

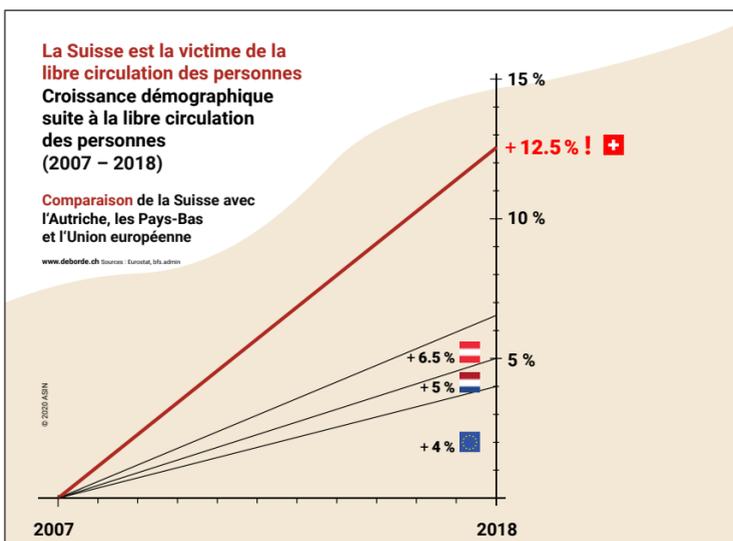
L'assurance-invalidité (AI) présente le même tableau. Une étude de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) confirme que les étrangers, soit notamment les Espagnols, Italiens, Portugais et ressortissants de l'ex-Yougoslavie, perçoivent proportionnellement beau-

coup plus de rentes AI que les Suisses. S'agissant de l'AVS, même le Conseil fédéral doit avouer qu'à long terme «les cotisations versées aujourd'hui fondent des droits aux rentes qui chargeront l'AVS dans 30 à 40 ans». Même constat pour les prestations complémentaires dont une fois de plus les étrangers sont les principaux profiteurs. Depuis l'année 2000, les charges de cette assurance ont plus que doublé, passant de 2 à 5 milliards de francs. Alors que seuls 11% des rentiers AVS suisses touchent des prestations complémentaires, un étranger sur quatre en bénéficie. Il en est exactement de même pour le dispositif de réduction des primes d'assurance-maladie dont le coût a littéralement explosé pour dépasser 4,5 milliards de francs.

Le Conseil fédéral reste les bras croisés

Mais où donc est ce Conseil fédéral prévoyant, courageux et responsable qui ose intervenir énergiquement et rigoureusement en annonçant à Bruxelles que trop c'est trop? La Suisse est ouverte au libre-échange, aux coopérations scientifiques et aux accords sur les transports. En revanche, c'est une politique irresponsable et aveugle que d'accepter la pleine libre circulation des personnes, donc d'accorder un droit légalement garanti à 450 millions de citoyens de l'UE de s'établir en Suisse.

Nous voulons une immigration modérée, une immigration déterminée par nous autres Suisses et Suissesses, et non pas dictée par Bruxelles. Faut de quoi nos structures politiques et sociales subiront des dommages irréparables et la Suisse, telle que nous la connaissons, sera détruite.



Libre circulation et enjeux économiques Inadaptés au monde actuel

Fin de la libre circulation des indépendants et salariés: le blog de François Schaller sur le site du Temps est principalement consacré à des recherches sur les effets et risques économiques.



François Schaller, journaliste économique, ancien rédacteur en chef. Non membre de l'UDC

Quels enseignements tirez-vous de 20 ans de libre circulation des personnes et de voie bilatérale d'intégration?

Plus on creuse, plus l'on se rend compte que l'importance économique des Accords bilatéraux I est insignifiante par rapport aux enjeux économiques actuels et futurs. Etats-Unis, Chine, Europe, Russie, la confrontation des superpuissances protectionnistes s'est durcie. Si la Suisse veut avoir un accès équitable à ces grands marchés intérieurs fortifiés, elle doit résolument jouer la carte de la neutralité économique.

Plutôt que de s'adosser à l'un des rivaux pour des raisons de proximité. L'Union Européenne, en plus, semble passablement larguée sur le plan des technologies et de la politique industrielle.

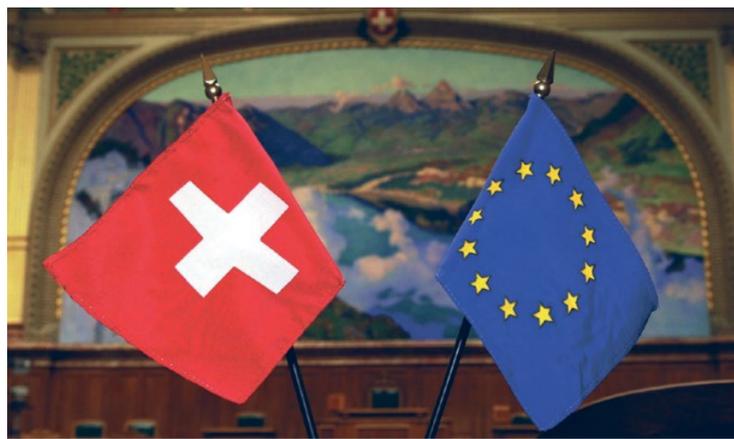
Vous avez des chiffres?

Oui beaucoup!... Ceux-ci par exemple: depuis les années 1990, la part des exportations suisses destinées au marché européen est passée de plus de 66% à moins de 47%. Le même niveau que la Grande-Bretagne. Alors que des pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède ou la Belgique exportent encore à près de 70% en Europe. Avec une énorme concurrence sur les prix et les salaires. L'économie suisse d'exportation, au contraire, s'est beaucoup globalisée. Il semblerait normal que la Suisse accueille davantage de talents et de main d'oeuvre venant du monde entier. Plutôt qu'«étroitement» européens. Or avec la libre circulation, les candidats Européens sont servis en premier sur le marché du travail.

Avec une culture professionnelle qui manque souvent de diversité.

Quelles sont les conséquences pour les indépendants et salariés suisses?

La vie n'est pas facile pour bien des gens, mais le marché suisse du travail est le plus attrayant d'Europe. Avec un système social et des normes environnementales relativement très performants. En plus, la valeur extérieure du franc est durablement élevée. Si les Suisses veulent préserver cette prospérité, leur industrie d'exportation doit être incitée à se concentrer sur des technologies et spécialités à marges élevées. Dont le marché est forcément mondial. En gardant la liberté de subordonner ou non leur droit économique et social au droit européen. Or c'est peu dire que la libre circulation des personnes et sa clause guillotine ne vont pas dans ce sens. L'économie suisse a pourtant de grandes capacités d'adaptation. La fin de la libre circulation et de la voie bilatérale d'intégration des années 1990 est complètement à sa portée.

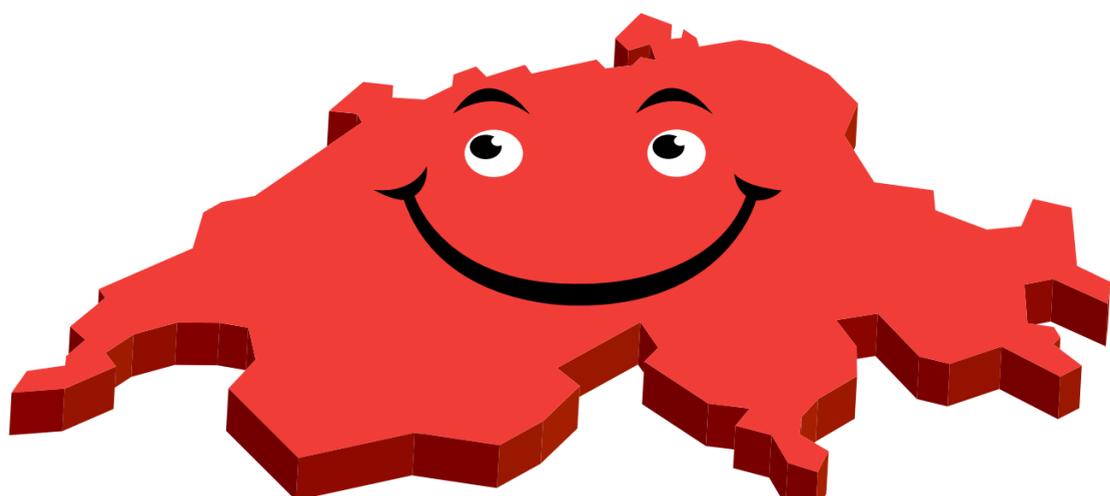


Le 27 septembre, les Suisses ont l'occasion de relancer les relations avec l'Union européenne sur de bien meilleures bases pour le futur.

Comment expliquer que les organisations économiques proclament le contraire?

Les partenaires sociaux ne font pas confiance aux Suisses et à leur parlement s'agissant de réguler l'immigration européenne et les conditions sociales. Ils préfèrent que ce soit imposé par l'Union. Les organisations économiques sont en plus obnubilées par le court terme. Terrorisées par les humeurs politiques de l'UE, les menaces continues et l'incertitude. Elles ne peuvent plus dire non. Elles espèrent depuis des

décennies que les relations vont s'apaiser, se stabiliser. Or Bruxelles exige toujours davantage. Comme le rappelait récemment le président Macron, la libre circulation est un élément constitutif de la citoyenneté européenne. Ses implications à venir sont multiples, et la voie bilatérale d'intégration sera lourde en nouvelles contraintes. Sans parler de l'image des Suisses en Europe: profiteurs, passagers clandestins de l'Union, bénéficiant du beurre et de l'argent du beurre, etc. Plus vite la Suisse clarifiera cette situation bancaire ingérable, mieux ce sera pour tout le monde.



OUI+

à l'initiative de limitation

Moins, c'est mieux !

En disant OUI à l'initiative de limitation, nous veillons à une immigration modérée! Nous pourrons alors à nouveau décider nous-mêmes combien de personnes peuvent entrer dans notre pays.

Tout le monde en profite:

Immigration modérée et contrôlée = plus de qualité de vie pour toute la Suisse ✓

Moins de main-d'œuvre bon marché = salaires assurés pour tous ✓

Moins de chômeurs de plus de 50 ans = plus d'emplois assurés jusqu'à la retraite ✓

Moins de transports publics bondés = plus de places assises et de trains ponctuels ✓

Moins de bétonnage = plus de nature ✓

Moins de bouchons = plus de mobilité ✓

Moins de pression sur les loyers = plus de logements abordables ✓

Moins de consommation d'électricité et d'eau = meilleure protection de l'environnement ✓

Moins d'enfants de langue étrangère dans nos écoles = meilleures chances pour nos enfants ✓

Moins de criminalité étrangère = plus de sécurité ✓

Moins d'immigrants dans nos institutions sociales = plus de soutien pour les Suisses ✓



« Nous aussi, nous votons OUI »



Niels Rosselet-Christ, Employé service-clients dans l'horlogerie, Président du groupe des Députés UDC au Grand Conseil NE, Val-de-Travers, NE

Lorsque des entreprises neuchâteloises engagent des frontaliers en masse au point de carrément publier des annonces d'emploi requérant des diplômes français pour des métiers courants pour lesquels nous disposons de main d'œuvre indigène qualifiée, il faut dire STOP. Reprenons le contrôle du marché du travail, OUI à l'initiative de limitation.



Lucie Rochat, enseignante, présidente des Femmes UDC romandes

En votant, pensons aux plus de 55 ans dont le taux de chômage a doublé depuis la libre circulation, aux employés des domaines de la vente, de la construction et du tourisme qui ont perdu leur emploi, aux habitants qui ont vu les loyers exploser, à la main d'œuvre importée que certaines entreprises exploitent. Ce sont eux que cette initiative défend.



Alexandre Mounla, 29 ans, homme d'affaires suisse à Sofia, Bulgarie

Travaillant en Bulgarie, je vois bien l'attrait qu'a la Suisse du point de vue des salaires. Le nivellement par le bas des salaires suisses à cause des étrangers de l'UE ayant des besoins plus bas dans leurs pays doit être stoppé et c'est une des raisons pour laquelle il est important de contrôler l'immigration.



Elodie Jobin, agricultrice, Les Bois (JU)

Je vais voter OUI à l'initiative pour la modération de l'immigration pour protéger nos citoyens et nos familles suisses. Donnons-nous les moyens de vivre décemment, occupons-nous d'abord des Suissesses et des Suisses, de celles et ceux qui vivent et grandissent ici, offrons des perspectives d'avenir à nos enfants, avant de vouloir nous occuper du monde entier!



Jennifer Badoux, business consultant, Lausanne (VD)

Le 27 septembre prochain, je voterai OUI à l'initiative pour une immigration modérée car je souhaite préserver intactes les chances et les perspectives d'avenir de la jeune génération en Suisse. Une immigration mesurée et respectueuse de notre environnement comme de notre mode de vie contribue à une Suisse meilleure et prospère.